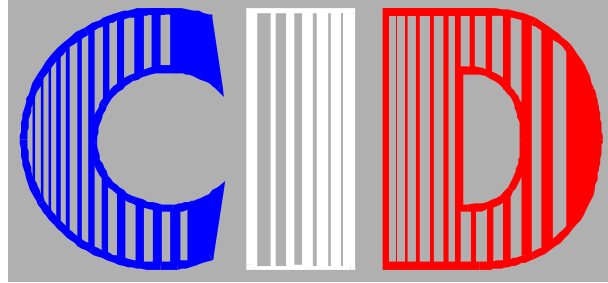


COLLEGE INTERARMEES



D E D E F E N S E

Les relations extérieures de la Tunisie

Mémoire de géopolitique

du Commandant Bertrand ROUX

dans le cadre de l'étude dirigée 'Géopolitique du Maghreb'

Directeur : Madame Nicole GRIMAUD

Mars 2001

Fiche de présentation

1. Les relations extérieures de la Tunisie
2. Commandant (air) ROUX Bertrand
3. 06 avril 2001
4. Division D
5. Mémoire de géopolitique
6. Bien qu'étant un petit pays sur les plans de la géographie, de l'économie et de la défense, la Tunisie a toujours su mettre en œuvre une diplomatie avisée, propre à lui conférer un rang de tout premier ordre dans le concert des nations. Sous l'impulsion de dirigeants clairvoyants, et notamment de son premier président Habib Bourguiba, elle a su faire montre d'habileté en se plaçant toujours sous la protection de puissants alliés de circonstance. Par ailleurs, à une diplomatie tournée vers l'occident, elle conjugue une arabité en direction du Maghreb en particulier, et du monde arabe en général.
7. Mots clés : Tunisie, Maghreb, Bourguiba, conflits

Remerciements

L'auteur tient à remercier Madame GRIMAUD pour lui avoir entrouvert la porte d'un monde maghrébin fascinant, ainsi que Monsieur MENIF pour la passion avec laquelle il parle de son pays.

LES RELATIONS EXTERIEURES DE LA TUNISIE

Sommaire

PREMIERE PARTIE

La Tunisie – Constantes d’hier à aujourd’hui

Aperçu historique : de Carthage à l’indépendance

Panorama macro-économique

Habib Bourguiba, l’homme de la Tunisie indépendante

L’action extérieure tunisienne

SECONDE PARTIE

Le regard vers l’occident

Les relations avec la France : de l’orage au beau temps

Le mirage américain

TROISIEME PARTIE

La problématique maghrébine

L'approche maghrébine : le cas algérien

L'encombrant voisinage de la Libye

Le mirage de l'Union du Maghreb Arabe

QUATRIEME PARTIE

La problématique arabe et la question israélienne

Bourguiba, la Tunisie, l'OLP et Israël

La question du fondamentalisme religieux

Les autres pays arabes (Egypte, Moyen Orient)

CINQUIEME PARTIE

La Tunisie aujourd'hui

Panorama de la Tunisie actuelle sur le plan extérieur

L'ancrage à l'Europe

CONCLUSION

INTRODUCTION

I. GENERALITES

Parler de la Tunisie pour un profane est un exercice bien déroutant. Si effectivement au fil des lectures semblent se dessiner quelques indices récurrents propres à servir d'ébauche pour un squelette de plan, il n'en demeure pas moins que le problème est complexe, multiforme, et pour tout dire, étonnamment ardu. En effet, il semble vain et illusoire de vouloir aborder une question aussi vaste que celui des relations extérieures d'un pays du Maghreb, avec une démarche sobrement cartésienne, guidé par exemple par la simple chronologie des événements. Certains auteurs n'hésitent d'ailleurs pas à parler d'un véritable « puzzle maghrébin »¹ pour qualifier l'imbroglie des relations des différents états entre eux. Nous sommes même tentés d'aller plus avant et de parler de la nécessité d'avoir une véritable approche 'matricielle' des questions soulevées, considérant les multiples entrées et sorties que l'on découvre au fil des lectures. Encore faudrait-il préciser que la 'matrice' considérée est une fonction du temps, eu égard aux incessantes fluctuations des jeux d'alliances, des revirements de situations ou des changements d'attitude des dirigeants.

L'étude en elle-même est d'ailleurs particulièrement vaste. En effet, le libellé du sujet - Les relations extérieures de la Tunisie - renvoie inéluctablement à l'étude approfondie de la politique étrangère de ce petit pays, situé au croisement géographique d'un Maghreb tourmenté et d'un Moyen Orient bouillonnant, mais aussi tourné vers une mer Méditerranée qui représente un des points clefs de l'équilibre mondial. Et comme rien n'est immédiat dans la culture arabe, la question s'en trouve immanquablement compliquée d'une foultitude de questions majeures, qui justifieraient à elles seules de l'édition d'un ouvrage.

¹ BALTA P., Le grand Maghreb, La découverte, p.183

Il est ainsi inconcevable de ne pas appuyer son analyse sur l'étude des décolonisations, des ambitions des états, du pétrole, de l'islamisme ou du problème palestinien. Et encore, une fois tissée la toile permettant de mettre en relief les tenants et aboutissants de ces questions de fond, point ne faudrait-il oublier l'action des personnalités particulièrement fortes, exacerbées et parfois fantasques des dirigeants de la région. Pour en revenir à notre sujet premier, il serait fautif de passer à côté de l'étude d'un personnage comme le Président Bourguiba, homme qui a réussi à s'identifier à son pays, et qui à surtout réussi à identifier sa nation avec son image.

Enfin, cette région du monde présente l'originalité de mettre en présence des peuples qui se trouvent réunis par la langue, la religion, la culture, et le sentiment confus d'appartenir à une même entité maghrébine – sans toutefois arriver à formuler ni avouer ce sentiment – mais aussi désunis par des luttes d'influences, de personnes ou des relations avec l'occident différemment articulées.

II. DEMARCHE ADOPTEE : CONSTANTES ET CONFLICTUALITE

Conscients de l'impossibilité d'être exhaustif sur une problématique aussi vaste et complexe, nous avons choisi dans un premier temps d'aborder notre sujet de façon thématique, en fractionnant l'étude en autant de compartiments aussi étanches que possible. Même si cette dernière remarque frôle l'hérésie dans le cadre d'une étude géopolitique qui devrait plutôt se présenter comme un continuum, elle offre l'avantage de rassurer l'esprit cartésien parfois égaré dans un tel labyrinthe. Les paragraphes qui suivent ont pour simple objet de préciser la démarche qui a présidé à leur insertion dans le présent document, ainsi que de présenter de façon succincte les axes de réflexion développés ultérieurement. En revanche, il sera retenu comme principe de faire ressortir les constantes de l'action extérieure tunisienne, et d'observer les perspectives d'ouverture auxquelles celles-ci conduisent aujourd'hui. Nous verrons d'ailleurs qu'au premier rang de ces dernières, on peut immédiatement citer la vision politique du président Bourguiba. Par ailleurs, s'agissant d'un travail placé sous le signe quasi exclusif de la 'géopolitique', les

analyses seront conduites sous l'angle de la conflictualité. C'est pourquoi certaines approches, telles que l'économie, les échanges extérieurs ou la politique d'investissement, auront volontairement été assombries.

Il est irréfutable que la présente étude, modeste synthèse partielle de quelques documents afférents au sujet et choisis parmi des dizaines d'ouvrages, d'articles ou de publications, ne prétend pas être définitif. Bien au contraire, il ne pourrait qu'être enrichi des réflexions du lecteur désireux d'approfondir le sujet, pour lequel la documentation est riche et abondante.

III. PRINCIPAUX THEMES ABORDES

Examinons sans idée de partition, quelques points ayant jalonné l'étude des relations extérieures de la Tunisie :

III.1. Présentation de la Tunisie

Un très rapide survol de l'histoire récente de la Tunisie jettera les bases de l'étude, indépendamment de toute chronologie systématique.

Pays ancien dont les origines remontent à l'antiquité, la Tunisie présente une culture profondément inscrite dans le monde arabe, mais aussi ayant eu à composer avec l'apport culturel de la colonisation. Cette confrontation des cultures sera un des éléments à prendre en compte dans la réponse qu'offre le pays aux stimuli de la politique mondiale.

Petite nation sur le plan démographique, industriel et agricole, sans grande ressource minière ou pétrolière, la Tunisie n'en est pas moins un cas remarquable par sa relative réussite économique de fin de siècle, après quelques errements liés à une expérience socialiste malheureuse.

III.2. Les années Bourguiba

Les pays de la rive sud de la Méditerranée (et même de la Méditerranée tout court ?) ont toujours été placés sous la coupe de dirigeants au rayonnement certain, indépendamment de toute considération démocratique. Certains offrent des images plus ou moins fantasques, impulsives ou charismatiques, mais toutes sont d'incontournables acteurs de la scène politique internationale. Il en est ainsi des Nasser, Hassan II ou Boumédiène, mais aussi des Khadafi (sans omettre, bien que cela dépassât notre étude, des dirigeants israéliens).

Dissocier l'étude de la Tunisie de celle de la perception qu'avait du monde le Président Bourguiba serait évidemment une légèreté insigne, tant cet homme a su imprimer son image dans les rouages de son pays. Faut-il parler d'identification, de démesure, de culte de la personnalité ? Une chose est sûre, en dépit d'une 'fin de règne' placée sous le signe de la maladie, cet homme a su se montrer suffisamment visionnaire pour conduire son pays du colonialisme jusqu'à l'ère moderne, en déjouant les nombreuses embûches que son voisinage immédiat était parfois prompt à lui tendre.

Ayant tenu le pays d'une main ferme à l'intérieur, il a su mener à l'extérieur une action propre à conférer à la Tunisie un statut d'acteur régional majeur, servi par une diplomatie toute en finesse.

Il conviendra donc d'étudier les conceptions de cet homme pour qui l'Occident fut un modèle, et le monde arabe un credo.

III.3. Les relations avec l'ancienne puissance coloniale et avec le monde occidental

Ancienne puissance coloniale, il est évident que la France a eu un rôle particulier à jouer dans la région. Tantôt adversaire, tantôt allié, la France a finalement réussi à assurer un rôle de partenaire, aidant la Tunisie à devenir ce qu'elle est aujourd'hui. Par ailleurs, les difficiles relations franco-algériennes ont dès la fin des années 50, compliqué le jeu tripartite des politiques étrangères en Afrique du Nord.

Parallèlement, du fait des sentiments pro-occidentaux de Bourguiba, la Tunisie a entretenu avec les Etats Unis des relations privilégiées qui lui ont certainement servi de garantie sur la scène internationale.

III.4. Les relations tuniso-libyennes

La Libye joue également un rôle particulier dans la région. Sous la férule d'un dirigeant aussi imprévisible que menaçant pour la paix dans la région, les relations tuniso-libyennes ont eu à souffrir du chaud et du froid. Entre fusion et affrontement, coopération pétrolière et tentative de déstabilisation, la Libye tient évidemment une place à part dans le concert des nations, et dans le monde maghrébin en particulier.

III.5. Les relations avec les autres pays du Maghreb

Partageant la même langue et la même religion, il est évident que la Tunisie nourrira avec les autres pays du Maghreb – l'Algérie notamment – des sentiments également forts sur un plan culturel. Pourtant, bien des pommes de discorde sont venues grever les relations entre les deux Etats au cours de la seconde de la seconde moitié du XX^{ième} siècle. Discordes alternant avec périodes de rapprochement et d'alliances.

III.6. La question d'Israël et le problème palestinien

Comment passer outre la question d'Israël, et ce d'autant plus que la Tunisie, sous l'impulsion de Bourguiba, a su très tôt adopter une démarche originale en reconnaissant de facto la prééminence de l'Etat hébreu sur son sol ? Tout en s'inscrivant dans une logique pleinement arabe (par exemple en accueillant des réfugiés palestiniens sur son sol), l'approche tunisienne, de par son modernisme, mérite que l'on s'y attarde particulièrement.

Par ailleurs, aborder les relations avec l'Etat d'Israël renvoie inévitablement à la politique américaine dans la région.

III.7 La montée de l'Islamisme

Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'un aspect spécifiquement lié à la diplomatie extérieure de la Tunisie, il est apparu intéressant d'observer comment la Tunisie a su aborder ce problème qui connaît un écho international certain.

La vague islamiste qui a inondé le monde arabe, et la Tunisie en particulier, doit faire partie de la présente analyse car il est indiscutable que l'accession éventuelle d'un parti islamiste au pouvoir dans un pays bordant la méditerranée, aurait des conséquences significatives sur les relations que ce pays pourra espérer avoir avec l'Occident, et l'Europe en particulier. En outre, la grave crise que connaît actuellement l'Algérie est loin d'être sans interférer sur les relations que nourrissent les deux nations.

III.8. La Tunisie aujourd'hui : bilan et perspectives

Plus de dix ans après l'accession au pouvoir de M. Ben Ali, la Tunisie est aujourd'hui pleinement établie sur le plan international et ne semble faire l'objet que de quelques bouillonnements internes. Malgré une chape de plomb figeant les structures et les évolutions de société, il est possible de discerner une légitime aspiration du peuple tunisien à une 'relaxation' des méthodes du régime. Pour autant, ces frémissements de politique intérieure ne semblent pas influencer de façon notable sur la politique étrangère tunisienne.

PARTIE I :

La Tunisie – Constantes politiques d’hier à aujourd’hui

I. INTRODUCTION

Il serait intellectuellement incorrect d’aborder un quelconque sujet traitant de la Tunisie sans avoir présents à l’esprit les principaux jalons qui ont participé à la construction de ce pays, petit sur le plan géographique, mais grand dans le concert des nations. Et ce d’autant plus qu’au-delà de ‘planter le décor’, un bref survol de deux mille ans d’histoire éclaire déjà une des principales problématiques à laquelle les dirigeants auront à faire face, à savoir concilier alliances et appuis extérieurs, dans un espace géopolitiquement complexe.

II. APERÇU HISTORIQUE – DE CARTHAGE A L’INDEPENDANCE

Les provinces géographiquement situées sur le territoire de l’actuelle Tunisie ont très tôt constitué une entité politique autonome et affirmée. En effet, il faut remonter à l’Antiquité et jusqu’à la fondation de Carthage aux environs du huitième siècle avant notre ère, pour trouver les fondements d’une puissance méditerranéenne de premier plan. Fondée par les Phéniciens qui cherchaient à développer leur emprise commerciale sur le bassin méditerranéen occidental, la cité assoit son emprise le long de la côte africaine et développe ses échanges commerciaux, en rivalité avec la Grèce alors rayonnante. Au début du III^{ème} siècle av. J.-C., Carthage est devenue une grande puissance maritime et commerciale. Contemporaine de Rome en pleine ascension avec qui elle dispute la

suprématie du monde d'alors, la cité est détruite en 146 av. J.-C. au terme de la troisième guerre punique.

La cité fera alors partie intégrante de la République, puis de l'Empire Romain. Durant six siècles, cette province romaine fut le siège d'une brillante civilisation. Le christianisme fit très tôt son apparition, puisque l'on en trouve trace dès le III^{ème} siècle de notre ère, et connut un développement affirmé. La province vit même la naissance de saint Augustin au IV^{ème} siècle. Au VI^{ème} siècle, la contrée connaît l'invasion des Vandales, qui ne purent tenir les lieux plus d'un siècle. Le pays voit alors plusieurs peuplades s'affronter pour son contrôle, jusqu'à ce que l'empereur Justinien impose l'autorité de Byzance. Incapables de maîtriser les révoltes Berbères, les Byzantins ne peuvent empêcher l'expansion arabe et la confrontation qui s'en conduisit à la destruction de la cité en 698. Notons que Kairouan, ville sainte de l'Islam, fut fondée en 670.

A la différence de leurs prédécesseurs, les Arabes ne se cantonnèrent pas que sur la côte, mais commencèrent de conquérir l'intérieur du pays. Ils convertirent les Berbères à l'Islam. Après une longue période de querelles et d'affrontement, la région connut le calme et la stabilité au début du XII^{ème} siècle.

La Tunisie fut déclarée territoire turc en 1534, puis Espagnol en 1535 après la victoire de Charles Quint l'année suivante. Les Ottomans reprendront le contrôle de la ville en 1587 et une dynastie beylicale est instaurée dès le XVII^{ème} siècle. Le pays connaîtra alors un remarquable essor, auquel succèdera un repli économique, autant imputable au développement du commerce vers l'Atlantique qu'à une gestion médiocre de la part des dirigeants.

Installés dès 1830 en Algérie, les Français firent pression sur la Tunisie, notamment sur le plan financier, la rendant dépendante de leurs investissements et de l'octroi de leurs prêts. Ayant acquis un droit de regard sur la gestion du pays, la France saisit le prétexte d'une révolte à la frontière algérienne pour marcher sur Tunis et réprimer les rébellions. Par les convention du Bardo (1881) et de la Marsa (1883), la France impose ses réformes fiscales et administratives et assoit son protectorat. Diplomatiquement 'sous protection', la Tunisie était de fait, une colonie française.

Une opposition réellement structurée et organisée verra le jour en 1911, à l'occasion d'émeutes surgies à l'occasion de la guerre italo-turque. Le mouvement fera l'objet d'une sévère répression, et le mouvement des Jeunes tunisiens sera par la suite interdit (pour ne réapparaître qu'en 1918). En 1920 sera créé le Part libéral constitutionnel, également appelé Destour, qui sera le point de départ du renouveau du nationalisme. Le parti se verra donner une orientation nettement libérale et laïque sous l'impulsion d'un certain Habib Bourguiba. Le mouvement connaîtra une scission en 1934 et donnera le jour au Néo-Destour. L'action des nationalistes, régulièrement réprimée par le pouvoir en place d'ailleurs, ne sera qu'à peine perturbée par la Seconde Guerre Mondiale. D'ailleurs, le souverain husseinide Moncef BEY, qui accéda au trône en 1942, sera déposé par les autorités françaises en 1943 pour son action jugée trop pro-nationaliste.

Habib Bourguiba participe à la création du Comité de libération du Maghreb depuis l'Égypte, et favorise la constitution de l'Union des travailleurs tunisiens (UGTT) en 1948. En 1950, le secrétaire général du Néo-Destour participe au gouvernement, et Bourguiba suggère à la France de revoir sa position en Tunisie. Le président du Conseil d'alors, M. Robert Schuman, évoque une possible indépendance du pays, et Bourguiba encourage la résistance armée, avant d'être emprisonné en 1952.

Les événements prennent une tournure radicalement différente dès 1954 avec l'accession au pouvoir de Pierre Mendès France, qui annonce à Carthage le 31 juillet, qu'il s'engage à donner l'autonomie interne à la Tunisie. Celle-ci sera effective le 25 juin de l'année suivante. Le traité du Bardo est aboli le 20 mars 1956, et la Tunisie accède à l'indépendance.

En avril 1956, le parti Néo-Destour remporte les élections avec 95% des suffrages. Habib Bourguiba brise l'opposition, notamment celle incarnée par Salah ben Youssef, et la monarchie est abolie. Le 25 juillet 1957, Bourguiba devient le premier président de la République tunisienne, nouvellement proclamée.

III. APERCU DU PANORAMA MACRO-ECONOMIQUE ACTUEL

Plus petit pays du Maghreb, la Tunisie est également un des moins bien dotés en richesses naturelles et ne doit compter que sur des moyens réduits. Notamment, la quasi-absence de ressources pétrolières éradique de facto tout flux financier massif en provenance des pays industrialisés. Pour autant, prudence et pragmatisme sont deux constantes de la gestion économique du pays, qui ont conduit à de louables résultats.

Comme nous le verrons ultérieurement, le Président Bourguiba, qui connaissait les faiblesses de son pays, a très rapidement compris qu'une des clefs de la réussite pour la Tunisie résidait dans la valorisation du potentiel humain et la formation d'une élite intellectuelle. Dès les années soixante, une gestion rationnelle fut mise sur pied, axant notamment les efforts du pays selon quelques idées-forces :

- Maîtrise de la démographie afin de limiter les besoins des futures générations.

Cette disposition comprendra même une politique de contrôle des naissances, ce qui traduit une modernité patente pour un pays arabe.

- Compression des budgets d'armement.

Outre l'approche réaliste quant aux besoins réels du pays et les coûts prohibitifs des armements modernes, il faut également y voir là une méfiance de Bourguiba à l'égard d'un pouvoir militaire trop fort. Il est immédiat que cette option influera notablement sur la politique de défense, donc la politique étrangère, du pays.

- L'acceptation de la dette du pays et le rejet de son rééchelonnement.

Le souvenir d'un protectorat français imposé du fait de difficultés de gestion reste vivace en la matière. Une des conséquences de ce choix sera de constater une croissance lente mais continue. De nos jours, la Tunisie peut se targuer d'avoir donné naissance à une véritable classe moyenne, perçue comme telle.

- Coopération avec l'Europe dès les années 70

Nous verrons qu'après les inévitables vicissitudes liées à la décolonisation, la Tunisie s'est constamment tournée vers le monde occidental – Europe notamment – sous l'impulsion énergique de son président.

L'ensemble de ces dispositions, qui perdurent globalement aujourd'hui, fait de la Tunisie un des meilleurs élèves du Maghreb en termes de rentabilité économique.

Partie intégrante d'une politique extérieure en terme d'échanges commerciaux et d'influence diplomatique, l'équilibre économique de la Tunisie repose actuellement sur :

- une 'quasi' autosuffisance en terme de ressources pétrolières, grâce notamment à l'exploitation de petits puits
- l'exploitation des phosphates, bien que les débouchés soient plus difficiles à trouver actuellement (notamment depuis l'effondrement de l'URSS)
- le tourisme, qui représente une part importante des revenus du pays
- les soutiens financiers internationaux, qui naturellement imposent de la stabilité politique ainsi qu'une gestion cohérente

IV. HABIB BOURGUIBA, L'HOMME DE L'INDEPENDANCE

IV.1. L'homme, sa vie

La Tunisie moderne ne peut être dissociée de l'image de son premier président. Aussi bien à l'intérieur qu'en politique étrangère, cet homme de petite taille a donné un corps, une voix et une pensée à son pays, allant jusqu'à s'identifier à lui. Il n'est pas question ici d'écrire une biographie de Bourguiba, sujet qui a déjà fait l'objet de plusieurs

ouvrages. Nous allons nous cantonner à une simple évocation de la vie de cet homme politique incontournable. Sa vision du monde et sa politique étrangère seront de toute façon immanquablement développées dans les différentes problématiques que nous aborderons ultérieurement.

Né vers 1903 à Monastir, il a très tôt démontré un esprit rétif à un pouvoir et une institution imposée par une nation extérieure. Il participe d'ailleurs dès 1922 à une manifestation déclenchée par des rumeurs infondées d'éviction du bey. En 1924, il séjourne Paris où il poursuit des études de droit et de sciences politiques et découvre la culture française à laquelle il manifesterà tout au long de sa vie un profond attachement. Sa première épouse sera d'ailleurs française, convertie à l'Islam.

De retour au pays, il exerce son métier d'avocat et débute sa carrière de politicien. Mais son parti d'affiliation, le Destour, ne lui laisse pas assez de champ d'expression. Il rejoindra donc en 1934 le Néo-Destour, nouveau parti qui sera à l'origine d'une querelle des anciens contre les modernes. Son engagement lui vaut d'être remarqué par les autorités françaises qui rapidement entendent mettre fin à son action par le bannissement. Mais celle-ci se poursuivra au plus près des couches populaires.

En mars 1945, il s'installe au Caire d'où il mène une lutte contre la puissance coloniale. De retour en 1949, son action se situe radicalement dans l'anticolonialisme. Arrêté et exilé, il restera à l'écoute des événements, il fera un retour triomphal en juin 1955, avant d'être élu comme président de la nouvelle République de Tunisie en 1957.

Installé au pouvoir, il dirigera son pays d'une main ferme sur le plan intérieur, allant jusqu'à se faire élire président à vie en 1975... Il n'hésite pas à éradiquer toute opposition, notamment celle de Salah ben Youssef, son principal rival à la direction du parti. Après que ce dernier se fut réfugié au Caire, il sera abattu à Francfort en 1961.

Néanmoins, Bourguiba sera visionnaire et moderniste sur bien des plans. Ainsi par exemple, il sera l'homme qui saura donner sa place et sa dignité à la femme tunisienne grâce à l'instauration du Code du statut personnel de 1956 (disposition qui interdit la polygamie et la répudiation).

Crispé sur le pouvoir, il façonne un Etat tantôt bienfaiteur, tantôt répressif, comme le prouvent les répressions sanglantes des émeutes de 1978. Régulièrement menacé de renversement par des factieux, il réussit à déjouer les embûches et s'accroche au pouvoir.

Comme nous le verrons ultérieurement, il a eu à défendre sur le plan extérieur de délicates positions. Outre la difficile période suivant la décolonisation, l'originalité avec laquelle il aborde le problème israélo-palestinien en acceptant de fait l'emprise de l'Etat hébreux tout en souhaitant un partage de la Palestine, lui vaut de s'attirer les foudres du monde arabe. Ses deux voisins immédiats, Algérie et Libye furent alternativement bienveillants ou menaçants. Par ailleurs, son action a toujours été guidée par un 'pro-occidentalisme' qui dénotait dans le monde arabe (et plus généralement des non alignés) de l'époque.

Peu à peu l'homme vieillit et tombe malade. Il parvient à surmonter un infarctus en 1967, mais voit son intellect se dégrader. Le 7 novembre 1987, il est déposé par son premier ministre, Ben Ali, sous le prétexte de son incapacité médicale à diriger le pays (mais il se trouve que Ben Ali anticipait un coup d'Etat intégriste). Il décèdera en avril 2000, plongeant son pays dans une profonde émotion.

IV.2. Le combattant suprême

Résumer l'action de Bourguiba en quelques lignes revient à chercher à 'marier la carpe et le lapin'. En effet, il est surprenant de constater de prime abord que l'homme aimait à cultiver les contraires. En revanche, une analyse plus fine nous montre que qu'il fut un fin politicien, et qu'il avait rapidement su discerner quelles étaient les faiblesses et les points forts de son pays. Les constantes de l'action tunisienne sur la scène internationale depuis son accession à l'indépendance, sont à chercher dans la jeunesse de Bourguiba et de son appréciation du monde d'alors, ce qui sera un des éléments de son action.

Du temps de la lutte contre l'occupant français, Bourguiba se trouva en Egypte où il se forgea une approche dichotomique des relations avec le monde arabe : d'une part, il

s'est viscéralement attaché à un 'arabisme' sans faille, mais il s'est aussi attiré nombre d'inimitiés par son rejet de mœurs et de modèles qu'il jugea féodaux eu égard à son approche moderniste des problèmes. En corollaire, sa rivalité affirmée avec une figure emblématique comme Nasser éclaire en bonne partie son action sur un plan international.

L'homme ayant accédé au pouvoir, présenta donc au monde une dualité difficilement compréhensible pour des analystes habitués à des positions plus tranchées. Fermement pro-occidental, il reconnaissait d'une part à la France une place privilégiée dans le développement tunisien, mais il vouait aussi une admiration sans borne pour les Etats unis, ce qui le conduisit, en dépit d'une expérience 'socialisante' dans la direction de son pays dans les années soixante, à rejeter tout épaulement de la part de l'URSS. Sachant habilement jouer des alliances, il n'hésita pas à demander un appui américain face à la France au cours des périodes de troubles qui suivirent l'indépendance, avant de se placer sous une double tutelle propre à lui garantir la sécurité de son pays. Néanmoins, il était convaincu que seuls les Etats Unis étaient à même de lui garantir la sécurité à laquelle il aspirait. Etant tout à la fois fermement anticommuniste et pro-occidental, il fut également favorable à l'établissement de relations étroites avec les pays arabes. Mais sachant se montrer provoquant, il déclara au cours d'une interview : « Si la Tunisie avait à choisir entre l'OTAN et la Ligue arabe, ..., elle opterait pour l'OTAN »¹, déclaration qui suscita évidemment de vives réactions en Tunisie.

Globalement, il faut retenir que l'action de Bourguiba - donc de la Tunisie - s'articula selon deux axes, que l'on retrouve d'ailleurs aujourd'hui :

- un regard vertical, vers le vieux continent et la France en particulier, mais aussi vers l'occident d'une façon plus générale

- un regard horizontal, vers le Maghreb et le monde arabe

1. GRIMAUD N., La Tunisie à la recherche de sa sécurité, PUF 1995, p.25

V. L'ACTION EXTERIEURE TUNISIENNE

Bien que la Tunisie ne représentât qu'un minuscule territoire, ce pays a constamment su jouir – notamment dans les années soixante – d'un prestige diplomatique sans commune mesure avec un poids militaire négligeable et une économie relativement peu vigoureuse.

De façon surprenante, ses dirigeants ont très tôt fait montre d'une rare clairvoyance en intégrant ces faiblesses dans leur action diplomatique. Au fil de l'histoire de la seconde moitié du XX^{ième} siècle, leur démarche fut scandée par une constante recherche d'alliances au profit de la sécurité du pays. Ce leitmotiv, à géométrie variable au gré de la tournure de événements, fut qualifié par certains auteurs de « stratégie de la balançoire »². En effet, comme nous le verrons ultérieurement, la Tunisie n'a cessé d'osciller entre ses voisins méditerranéens (France comprise), endossant tantôt le rôle d'allié (comme avec l'Algérie durant sa lutte pour l'indépendance), tantôt le rôle d'ennemi (comme avec la même Algérie ou avec la Libye par exemple).

Une approche moins métaphorique nous conduirait plutôt à parler d'une stratégie empreinte de réalisme et de conviction, en ce sens que la Tunisie a sinon constamment (ou tout du moins régulièrement), cherché à faire valoir ses convictions, inscrire son action diplomatique et assurer sa sécurité à l'ombre de plusieurs partenaires de circonstances. Ceci est certainement la preuve du grand sens de la politique internationale des premiers dirigeants du pays, dont l'action perdure aujourd'hui, certes dans un contexte localement moins houleux.

² GRIMAUD N., La Tunisie à la recherche de sa sécurité, PUF 1995, P.10

PARTIE II :

Le regard vers l'occident

I. INTRODUCTION

Au cours de son histoire, la Tunisie a toujours eu des relations complexes avec l'Occident. La France, ancienne puissance coloniale, a tour à tour endossé les rôles d'occupant asservissant l'économie du pays, puis de modèle d'organisation et de possible allié. Les Etats unis ont constamment fait l'admiration de Bourguiba, alors que le problème palestinien, voire plus récemment la guerre du Golfe, surent cristalliser la colère des populations et compliquer le jeu diplomatique.

Toutefois, on ne saurait nier le fait que la Tunisie a toujours eu, comme nous l'avons indiqué plus haut, une sorte de fascination pour le monde occidental. Il s'agit vraisemblablement de la traduction des concepts du président Bourguiba qui ne voyait pas d'autre avenir pour son pays que celui d'une nation moderne, à l'image de celles qui régissent le monde. Sans pour autant extirper de la chronologie tunisienne les implications européennes ou américaines, nous allons nous attacher à discerner comment l'image de ces deux blocs s'est façonnée au cours des cinquante dernières années dans l'inconscient de la classe politique tunisienne.

II. LES RELATIONS AVEC LA FRANCE : DE L'ORAGE AU BEAU TEMPS

II.1. Le bilan à l'aube du XXI^{ème} siècle

Si les relations qu'entretiennent actuellement la Tunisie et la France sont plus que cordiales depuis maintenant plusieurs décennies, tel n'a pas toujours été le cas. L'époque immédiatement postérieure à l'indépendance fut à cet égard plus que houleuse, voire conflictuelle.

Pour autant, la France est actuellement le premier partenaire économique de la Tunisie et a su, dans une histoire récente, se montrer un protecteur efficace, notamment face à la bouillonnante Libye (Cf. § III.3). La francophonie reste une des valeurs fondamentales auxquelles restent attachés les dirigeants actuels, et la coopération intellectuelle entre les deux pays est riche et nourrie. Enfin, la population tunisienne en France, forte d'environ 300 000 personnes est bien implantée, contrebalançant le demi million de touristes qui se rendent annuellement sur l'autre rive de la Méditerranée.

Ce rapide survol ne doit pas faire oublier que la jeune République tunisienne a nourri un long contentieux avec l'ancienne puissance coloniale, et qu'il fallu attendre les années soixante-dix pour que le soleil maghrébin réchauffe un peu la froidure parisienne.

II.2. Les origines des tensions

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'indépendance de la Tunisie tombe à une date on ne peut plus mal choisie pour la France. Il n'est pas question de remettre en cause la clairvoyance et la noble inspiration politique de Pierre Mendès France, mais il faut bien reconnaître que cette accession à l'autonomie de décision, concomitante avec le début de l'enlèvement algérien, est des plus mal venues.

On peut même s'autoriser à penser que, au delà du fait que la IV^{ème} République n'est jamais pu se résoudre à l'idée que la Tunisie n'était même plus 'interdépendante', la venue aux affaires d'un homme de l'envergure de De Gaulle ne pouvait que compliquer les rapports inter étatiques. Nous allons donc rapidement examiner le passé commun des deux pays, et constater que, comme souvent quand il est question de la Tunisie, le chaud l'alterna souvent avec le froid.

II.3. Rappels historiques

II.3.1. La cicatrisation de l'indépendance

La Tunisie ne put acquérir son indépendance qu'au prix de l'acceptation sur son sol d'environ 50000 soldats français, éparpillés du nord au sud du pays. Les dirigeants d'alors s'émurent devant une telle situation, mais les mots restèrent vains, et l'armée française resta en place. Pis encore, les troupes basées en Tunisie participèrent aux opérations en territoire algérien. On peut même rester interdit en évoquant l'affaire du bombardement du village de Sakiet Sidi Youssef par l'aviation française en février 1958, autant pour 'punir' la Tunisie de l'aide apportée à l'Algérie que pour remplir une mission d'intérêt militaire. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce dramatique incident.

Dès lors se pose la question de la validité d'une indépendance, bafouée par un pays qui n'hésite pas à poursuivre une politique allant à l'encontre des conceptions de sa nation hôte ? C'est bien cette question que Bourguiba se posa très rapidement. Fidèle à ses convictions, il aborda celle-ci sans équivoque lors d'un discours en juin 1958 à Tatatouine. La France accepta, mais réclama et obtint le maintien sous son contrôle de la base aéronavale de Bizerte. Demi victoire ou demi échec ? Bourguiba restait convaincu qu'il valait mieux procéder par 'petites touches', et que c'était là un début significatif et prometteur. Il semblait avoir compris que la France n'était pas encore prête à abandonner toutes ses prérogatives en terre maghrébine, mais sa vision n'était pas partagée par tous et il fut violemment critiqué par Salah Ben Youssef et Nasser. Ce fut là une constante du

régime égyptien que de toujours critiquer l'attitude de Bourguiba dans le règlement du conflit algérien.

L'arc-boutement de la France à Bizerte renvoie à l'année 1955, date à laquelle celle-ci renonce à toute ingérence dans la diplomatie tunisienne, mais reste intransigeante sur la question des implantations militaires qu'elle juge indispensable. Le conflit algérien se prolongeant, il était immanquable qu'il ne devinsse pas une pierre d'achoppement dans les relations entre les deux pays. La Tunisie restera discrète sur ses appréciations de la diplomatie française (comme dans l'affaire de Suez par exemple), mais en octobre 1956, l'arrestation de dirigeants du FLN se rendant en Tunisie provoquera des sévères incidents avec la population. Cette même année, la France monnayera son aide économique en échange d'une attitude neutre dans la question algérienne.

Début 1957, la position française se durcit, amenant Bourguiba à assouplir ses positions. En dépit d'une bonne volonté affichée, l'aide française sera suspendue en mai de la même année. Nouveau revirement de situation, Bourguiba affirme haut et fort que son pays a besoin de s'en remettre à une grande nation pour l'épauler dans sa politique de défense, et qu'il ne voit que la France. Et c'est effectivement ce qui se passera, car c'est bien la France qui mettra sur pied le premier embryon d'armée tunisienne.

Revenons alors à l'année 1958. La France évacue une partie de son dispositif de Tunisie, ce qui laisse le champ libre aux activités de l'ALN algérienne. C'est ici qu'il faudra trouver les origines du bombardement de Sakiet Sidi Youssef évoqué plus haut. La France se montrera alors très soucieuse du maintien de son dispositif à Bizerte, chose que les tunisiens acceptèrent de plus en plus mal, la crainte d'une reconquête éventuelle le disputant à la fierté nationale. La tension entre les deux protagonistes fut dès lors croissante, et la Tunisie se montra de plus en plus pressante sur nombre de questions d'importance : évacuation de Bizerte, crise algérienne, frontières du sud ... Malheureusement pour la Tunisie, le Général De Gaulle n'était pas homme à se laisser dicter sa conduite par les événements, et ce d'autant plus que la question algérienne revêtait une importance grandissante. Face à lui se dresse un Bourguiba, bien décidé à récupérer Bizerte et peser de tout son poids pour régler au plus vite la crise en Algérie.

II.3.2. La crise de Bizerte

L'histoire s'accéléra brusquement en juillet 1961 avec l'instauration d'une crise ouverte à Bizerte. Sans pour autant réécrire l'histoire, revenons en quelques lignes sur cet incident qui prit une tournure dramatique, et qui marqua les esprits. Le différend démarra comme souvent, par un événement en apparence anodin. La France avait décidé d'allonger la piste de la base aéronavale, et ce de son propre chef. Bourguiba fut en proie à un dilemme délicat : ses sentiments pro-français étaient sincères, mais sérieusement ébranlés par le vif désir de récupérer Bizerte au nom de la souveraineté tunisienne. Il chercha alors à faire pression sur la France pour que celle-ci adopte une solution sage. Malheureusement, la France d'alors n'appréciait pas qu'on la manipule. On pourra même souligner que le putsch des généraux survint à cette période, et que Bizerte était susceptible de prendre une certaine importance militaire.... D'incidents en escarmouches puis en accrochages, la crise arriva très vite, et déboucha sur un affrontement ouvert entre les troupes françaises et la jeunesse tunisienne. Le bilan fut lourd : 670 morts et plus de 1500 blessés.

Les événements de Bizerte se soldèrent par la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays (pendant environ un an), et par un violent sentiment de rancœur du côté français. Le peuple tunisien, quant à lui, n'a jamais compris comment De Gaulle, avec toute l'image de résistance à l'occupant qu'il véhiculait, avait pu autoriser l'armée française à ouvrir le feu sur la foule. Ce qui aura pu échapper aux analystes d'alors, c'est que De Gaulle aurait peut être été enclin à se montrer plus conciliant sur l'affaire de Bizerte s'il avait été débarrassé du problème algérien. Malheureusement, ce dernier fut long à résoudre, et le contexte international n'incitait pas au compromis (d'autant que la France voulait conserver Mers El Kébir ...). Pour autant, ce massacre fut inutile, car en fin de compte, la base finit d'être évacuée en octobre 1963. On notera au passage la grandeur d'âme française, qui en profita pour démonter des installations que les tunisiens auraient volontiers conservés, et qu'il devront financer par la suite ... La France aura cependant l'occasion de racheter son image. En effet, l'attitude française vis-à-vis d'Israël, notamment avec une prise de distance certaine en 1967, ainsi que la sollicitude dont elle a fait preuve à l'égard du peuple tunisien au cours des inondations de l'automne 1969, lui fourniront deux occasions de redorer son blason.

II.3.3. Le froid et le chaud

La Tunisie décida à cette époque, de se lancer dans une expérience 'socialisante'. Certes, Bourguiba n'a jamais été pro-communiste, mais cette option correspondait à la tendance du moment. Evidemment, c'était là une façon d'entrouvrir la porte à l'URSS, et tout logiquement, la France commença à prendre ses distances avec son ex-protectorat, au point de fortement revoir à la baisse son aide économique en 1964. Il faudra attendre 1969 et le constat d'échec de cette entreprise, consacrée par le départ de Ben Salah pour qu'elles reprennent un cours normal. A cet égard, la France réaffirmera en 1975, qu'elle restait tout particulièrement attachée à la stabilité politique du bassin méditerranéen en général, donc de la Tunisie en particulier. Au delà de la simple déclaration, assurément très sincère, il faut voir ici un signal fort adressé à la Libye, qui commençait à l'époque à nourrir des ambitions bellicistes.

II.4. La continuité à l'aube du XXI^{ème} siècle

L'accession au pouvoir de Monsieur Ben Ali ne changea pas la nature profonde des relations qui unissent les deux pays. Le poids de l'histoire, le brassage des populations, le réalisme et le pragmatisme économique, font qu'actuellement le soleil brille au dessus de la Méditerranée entre Marseille et Bizerte.

Le pays est relativement bien géré, avec des indicateurs économiques louables, en tout cas les meilleurs de la région. La stabilité du régime rassure les investisseurs étrangers, et le gouvernement poursuit actuellement une politique d'ouverture économique, qui prolonge son action diplomatique. Seule ombre au tableau : la situation intérieure, où le pouvoir garde son peuple d'une main de fer. Des campagnes dirigées de l'extérieur viennent régulièrement dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dont peuvent être victimes les tunisiens, mais ces derniers laissent transparaître un sentiment de quiétude que l'on ne retrouve pas chez les voisins algériens et libyens. On peut même dire que la situation intérieure du pays n'a finalement que peu d'influence sur les relations que celui-ci entretient avec le reste du monde.

Dans le contexte plus que trouble dans lequel évolue actuellement l'Algérie, le régime cherche à se rapprocher de ses alliés traditionnels. Depuis la première visite rendue au président Mitterrand à l'occasion de sa première sortie officielle dans le monde occidental, jusqu'à la récente intervention du président Chirac en octobre 1995 qui manifestera à cette occasion son vif désir d'encourager le renforcement de l'ancrage de la Tunisie à l'Union Européenne », tout indique que les liens avec la France se resserrent. C'est certainement là un tournant important dans l'histoire de ce petit pays, qui recentre son action vers la Méditerranée même si de réels ouvertures existent vers l'Afrique sub-saharienne et d'autres pays plus lointains.

III LE MIRAGE AMERICAIN

III.1. La vision de Bourguiba

Dans les premières années de la République tunisienne, il en est de l'appréciation des Etats Unis comme de toute analyse stratégique : c'est bien le point de vue de Bourguiba qui prime et qui donne le ton. A cet égard, le chef de l'état tunisien vouait pour la nation américaine une véritable admiration. Admiration également confortée par le sentiment de plénitude éprouvé par Bourguiba, après que les USA lui eurent décerné un 'satisfecit' pour son alignement sur les Alliés durant la Seconde Guerre Mondiale ... Il faut dire qu'au surlendemain de la seconde guerre mondiale, la nation américaine a de quoi susciter l'admiration par son rayonnement planétaire, culturel et économique. L'américan way of life subjuguait le monde et commençait d'imposer le modèle issue d'Amérique du nord. Pis encore, la puissance militaire nécessaire pour contrer l'émergence du bloc soviétique est une donne capitale du jeu stratégique - notamment en Méditerranée – duquel la Tunisie ne put se soustraire. Enfin, Bourguiba admirait le courage politique de ce phare de l'occident, qui n'hésitait pas à sacrifier sa jeunesse (il s'agit là de la guerre de Corée), au nom de la défense de ses idéaux.

Malheureusement pour lui, il lui faudra découvrir à ses dépens que l'Oncle Sam peut être généreux, bienfaiteur et protecteur, mais que toute son action s'inscrit dans la poursuite de ses intérêts propres et qu'en dépit des gesticulations politiques, l'Amérique reste l'Amérique, avec ce que cela peut sous entendre comme morgue voire de mépris.

III.2. L'appel de l'Ouest et le réalisme dicté par les faits

Dans l'immédiat après guerre, l'évolution rapide des équilibres mondiaux ont parfois imposé aux américains des choix apparemment difficiles car contradictoires. En effet, l'alliance entre la France et les USA allait immanquablement être écornée par le principe, cher au président Wilson, d'affirmer que les peuples ont le droit légitime de disposer d'eux-mêmes. Il n'en fallait pas plus pour que ce discours soit rapidement repris par les jeunes nations avides d'indépendance.

De son différend qui l'oppose à la France à l'aube de son existence, la Tunisie attendait un investissement sinon profond, du moins affirmé de la part de la première puissance mondiale. De fait, l'investissement existait, mais sur un plan financier seulement, car dès que la France mit un terme à son aide économique en 1957, les Etats Unis 'prirent le relais' d'une certaine façon, en injectant force millions de dollars dans l'économie et les structure tunisiennes. Las, Bourguiba y a peut être senti les prémices, voire les frémissements d'un engagement poussé, sans forcément analyser la subtilité du jeu diplomatique américain au niveau mondial. En effet, s'il est indéniable que les Etats Unis ont effectivement ardemment milité pour un règlement rapide des la crise franco-tunisienne, force est de constater qu'il n'ont peut être pas pesé de tous leur poids, ne serait-ce que parce que leurs intérêts immédiats étaient ailleurs.

Certes, la France fera l'objet de sévères critiques de la part de son alliée américaine - elle-même ancien territoire colonisé - pour sa politique répressive dans le cadre du conflit algérien. Mais dans celui de la crise tunisienne, l'investissement ne fut pas à la hauteur des espoirs nourris par Bourguiba. Tout au plus pourra-t-on souligner que les grandes puissances anglo-saxonnes (i.e. Grande Bretagne incluse), se borneront à proposer leurs bons offices pour trouver quelques issues honorables lorsque la tension atteindra son paroxysme, comme

ce fut le cas lors du bombardement de Sakiet Sidi Youssef par exemple. Globalement, force est de constater que les Etats Unis ne cherchaient ni à supplanter la France en Afrique du Nord, ni intervenir dans sa diplomatie régionale.

Ce qui manquait à Bourguiba, c'était une appréciation plus globale de la problématique méditerranéenne vue depuis Washington. Il faudra en fait un certain temps pour que les tunisiens admettent que leur pays ne faisait pas partie des intérêt vitaux des Etats Unis. En revanche, la Méditerranée dans sa globalité représentait un enjeu stratégique évident, et ce pour plusieurs raisons, entre autres :

- le débouché soviétique depuis la mer Noire, rayonnant de plus en plus sur le flanc sud de l'OTAN
- la proximité des ressources pétrolières
- la survie de l'état d'Israël

raisons justifiant amplement du déploiement de la VI^{ème} flotte en Méditerranée.

III.3. Le parapluie américain quand même

III.3.1. La naissance d'une mise à l'abris

Au delà du constat initial de la relative 'tiédeur' américaine, Bourguiba restait persuadé que seuls les Etats Unis pouvaient garantir à un petit pays comme le sien, la sécurité et la stabilité qu'il était en droit d'attendre. Dès lors, en complément de l'accord de défense qu'il n'avait pu concrétiser avec la France, la Tunisie soumit carrément la question de sa sécurité (face à une agression extérieure) aux dirigeants américains, qui l'assurèrent en retour de leur soutien. Deux raisons majeures ont conduit la diplomatie américaine à œuvrer en ce sens. D'une part, le constant désir d'instaurer la stabilité politique au Maghreb, mais aussi d'une certaine façon de conserver un point d'entrée dans un monde arabe que la question israélienne rendait difficilement perméable à tout entrisme américain. La seconde

raison fut de toujours chercher à isoler les éléments perturbateurs. A cet égard, ce sera la Libye qui sera visée dans les années quatre vingt.

On retrouve là une caractéristique de la politique de Bourguiba, qui consiste à ne pas mettre 'tous ses œufs dans le même panier'. Il suffit pour s'en convaincre de se remémorer les deux déclarations officielles suivantes :

- « ...si la Tunisie avait à choisir entre l'OTAN et la ligue arabe, ... ; elle opterait pour l'OTAN... » (Cf. plus haut)
- « ...si la Tunisie devait chercher un parapluie, les lois géographiques nous amènent à regarder vers l'Europe, et en premier lieu vers la France. »¹

Les déclarations américaines ultérieures officialiseront à la face du monde le soutien apporté à la Tunisie. Ainsi en 1960, Washington assura-t-elle Tunis de son amitié en la qualifiant de « rempart constant ». Durant le conflit du Viet Nam, où les prises de positions politiques étaient lourdes de conséquences, la Tunisie n'hésita pas à soutenir l'action américaine, ce qui lui vaudra de s'entendre dire en substance que « les Etats Unis sont attachés à son indépendance, sa prospérité et sa sécurité »² (1964).

III.3.2. Conclusion

Globalement, après les inévitables vicissitudes de la décolonisation, la Tunisie à réussi au début des années 70, au delà des convulsion du monde, de ses expériences socialisantes et de la conflictualité en Afrique du Nord, à se placer sous la protection (militaire) de deux puissants alliés que seront la France et les USA, ... tout en affichant la candeur d'un pays non-aligné ! Il s'agit là d'une incontestable réussite de la politique étrangère de Bourguiba, qui a su faire preuve, sinon de clairvoyance, du moins de réalisme géopolitique.

1. GRIMAUD N., La Tunisie à la recherche de sa sécurité, p.105

2. id p.106

III.4. L'Amérique reste l'Amérique

III.4.1. L'Oncle Sam fait ce que bon lui semble ...

Si sur le plan de la défense de son pays, Bourguiba a finalement fini par trouver une sorte de dissuasion par 'terce-puissance', il lui faudra quand même convenir qu'un siège à l'ONU ne rend pas forcément les relations avec les USA bijectives. A plusieurs reprises, les Etats Unis assumeront pleinement leur rôle de grande puissance et afficheront clairement leurs choix politiques. A l'instar du reste du monde, il faudra aux pays du bassin méditerranéen accepter l'action américaine, à défaut de l'approuver.

Ainsi, même si Bourguiba a pris une position pour le moins originale dans le monde arabe quant à la question de l'existence d'Israël (voir en quatrième partie), il n'en demeure pas moins que le peuple tunisien reste empreint de son arabité. Dès lors, l'attitude inflexible des USA durant la Guerre des six jours rappellera à ceux qui l'avaient oublié qu'au delà des bonnes intentions, Washington ne laissera jamais tomber l'état hébreux. Ibidem, lorsque le l'Etat-major de l'OLP sera bombardé par des avions israéliens en 1985, Bourguiba dut se résoudre à admettre que ce fut inévitablement avec l'assentiment des américains, preuve que le bouclier que ces derniers étaient à même de lui apporter avaient quelques limites ...

Sans entrer dans les détails de l'histoire, il en sera de même lors du bombardement de Tripoli ou de la Guerre du Golfe, où finalement le peuple ne retient que l'agression vers un frère arabe. Il s'en suivra quelques réactions épidermiques, où la puissance du gendarme du monde fait naître la rage dans la rue, occasionnant le saccage régulier de l'ambassade américaine. Curieusement, ces épisodes mouvementés de la diplomatie américaine en Méditerranée resserreront les liens que la Tunisie entretenait avec la France, toujours partisane d'une politique arabe modérée depuis la prise de distance avec Israël. Une fois encre, le jeu diplomatique est loin d'être bipartite.

III.4.2. ...Mais sait se faire pardonner

Les années 80 verront un renforcement de l'investissement américain en Tunisie. Sur un plan politique, le président Reagan soulignera que « l'axe Tunis-Washington restait un des piliers de sa politique extérieure »³. En effet, il faut y voir ici un des points d'entrée des USA dans le monde maghrébin, zone au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et du bassin méditerranéen. A la fin de la décennie, l'appui économique américain se fera plus intense, en dépit du fait que le Maghreb dans son entièreté ne représente pas un enjeu économique vital à cause de son morcellement et de la faible dimension de ses marchés.

A l'instar de ce qui adviendra pour la France, l'accession au pouvoir de Ben Ali pérennisera la situation héritée du régime précédent, poursuivant sur le chemin de la fructueuse coopération avec le grand frère américain.

³ GRIMAUD N., La Tunisie à la recherche de sa sécurité, p168

PARTIE III :

Le regard horizontal : la problématique maghrébine

I INTRODUCTION

Toute la philosophie tunisienne réside dans l'article 2 de la Constitution édictée en 1959, qui stipule que « la République de Tunisie constitue une partie du Grand Maghreb, à l'unité duquel elle œuvre dans le cadre de l'intérêt commun ». Indubitablement, le pro-arabisme de Bourguiba – donc de la nation entière – se trouve gravé dans le marbre par cette assertion ne souffrant d'aucune contradiction. En revanche, toute la difficulté de l'exercice auquel la Tunisie se trouve confrontée réside dans la définition et la recherche de 'l'intérêt commun'. Si une certaine communauté historique, la langue, la religion et certains fondements de la culture arabe sont partagés de l'Atlantique aux rives du Nil, il n'en demeure pas moins que le Grand Maghreb n'a eu conscience que très récemment de sa connexité. On peut sans erreur affirmer que la rive sud de la méditerranée s'inscrit beaucoup plus dans 'une extériorité de juxtaposition que dans une intériorité de fusion', pour reprendre une formule chère à Bergson ... qu'appréciait volontiers Bourguiba !..

Si les relations de la Tunisie avec le Maroc ou la Mauritanie furent quantitativement négligeables durant cinquante ans, celles entretenues avec ses deux encombrants voisins que sont l'Algérie et la Libye furent infiniment plus brûlantes, au propre comme au figuré. En effet, la Tunisie n'a quasiment jamais réussi à entretenir d'harmonieux rapports simultanément avec ces deux pays. Il faudra attendre 1987 et l'arrivée au pouvoir de Ben Ali pour assister à la mise en place de relations cordiales, qui seront consacrées par la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) le 17 février 1989.

Nous allons examiner successivement les rapports de la Tunisie avec l'Algérie tourmentée et surtout la menaçante Libye, avant d'élargir notre point de vue sur l'UMA,

après trente ans de conflictualités fluctuantes. Afin de ne pas être par trop scolaire, nous occulterons volontairement, sauf impérieuse nécessité, les relations entretenues avec le Maroc ou la Mauritanie, considérant le peu d'influence qu'elles ont eu sur la géopolitique zonale. Nous renvoyons à l'étude de la Tunisie moderne les considérations sur le très récent rapprochement avec le Maroc.

II APPROCHE MAGHREBINE : LE CAS ALGERIEN

II.1. L'indépendance de l'Algérie

Dès son accession à l'indépendance, la Tunisie s'est retrouvée en quelque sorte en porte-à-faux face à son voisin algérien qui lui, luttait contre la puissance coloniale. Certes, les statuts des deux états étaient différents vis-à-vis de la France. Mais le plus petit des deux avait recouvré son autonomie alors que l'autre était encore sous le joug de l'occupant.

Parallèlement, Bourguiba toujours fidèle à ses sentiments pro-français, n'hésita pas à affirmer en substance que l'ancienne puissance coloniale restait l'amie de la Tunisie,... mais que l'Algérie était sa sœur et qu'en conséquence le peuple tunisien soutenait la lutte des algériens. En toute logique, la Tunisie fut donc une terre d'accueil pour environ un million de réfugiés algériens entre 1957 et 1962. C'est dans ces années que la jeunesse tunisienne découvrira (et prendra conscience) de ce que lutter pour son indépendance pouvait signifier. C'est également à cette période qu'une solidarité plus ou moins consciente avec l'Algérie diffusa dans les esprits. Même si comme nous le verrons plus loin, les rapports entre les deux pays furent loin de rester constamment au beau fixe, il faut reconnaître qu'à la différence de la Libye, l'Algérie n'a que rarement menacé directement l'intégrité du territoire de sa voisine.

Pour autant, la position intellectuellement acrobatique de Bourguiba ne satisfaisait pas tous ses partisans. En effet, à l'instar de Nasser, Salah Ben Youssef prit immédiatement fait et cause pour les nationalistes algériens, et de ce fait se fit le chantre d'un affrontement direct de l'Afrique du nord contre la France. Ce radicalisme mit Bourguiba en porte-à-faux, en ce sens que Le Caire lui reprochait sa tiédeur, l'accusait de ne pas soutenir intégralement le FLN, et le soupçonnait ouvertement de chercher à faire le jeu de l'Occident au nom de quelques savants calculs. Au yeux de son peuple (déjà acquis à la cause algérienne) et du monde arabe, Bourguiba fut donc contraint à une attitude plus ferme vis à vis de la France.

En cette période pré-gaullienne de l'histoire des décolonisations, la Tunisie se rangea finalement de facto du côté de l'Algérie, et son territoire servit logiquement de base arrière pour les combattants de l'ALN, et ce dès 1957. On pourra même souligner que Bourguiba ira même jusqu'à proposer que les principaux leaders de cette même ALN s'installent à Tunis, ce qui advint en 1959. La solidarité avec la lutte algérienne connut presque un point d'orgue avec le bombardement par la France du village frontalier de Sakiet Sidi Youssef en février 1958. Rappelons que pour lors, l'aviation française s'arrogea le droit de poursuivre et d'attaquer une colonne de combattants algériens en territoire tunisien en vertu de sa lutte contre les rebelles, mais au sujet de laquelle il faut rester circonspect et bien, comprendre qu'il s'agissait là aussi d'une mesure de rétorsion à l'adresse de l'alliée d'insoumis.

II.2. Le régime de croisière

Une fois l'indépendance de l'Algérie acquise, la cohabitation des deux états ne fut pas toujours placés sous les auspices de la coopération. Comme nous le verrons ci-après avec l'approfondissement du cas libyen, les deux pays ont connu des périodes de rapprochement et de tension. Rien que de très normal en somme, puisqu'il s'agit là d'une autre constante des relations que la Tunisie entretient avec le monde extérieur.

Les points de désunion furent fréquent au cours de la jeune histoire des deux pays. Une des premières pierres d'achoppement fut évidemment le tracé des frontières,

notamment dans le sud. D'ailleurs, d'aucuns se sont demandé si à l'origine, l'attitude pro-algérienne de la Tunisie n'avait pas pour but de mieux asseoir ses frontières dans le Sahara. (A ce propos, le tracé des frontières dans le sud, au niveau de la fameuse 'borne 233', restera sous-jacent jusqu'au début des années 70) . Après quelques fluctuations, Bourguiba reçut l'assurance de la part des dirigeants algériens, et ce en 1964, que les frontières entre les deux voisins étaient intangibles.

Les principales causes de tensions entre l'Algérie et la Tunisie provinrent plutôt des prises de position de Bourguiba sur des questions touchant la diplomatie d'Alger.

II.3. Les facteurs 'crisogènes'

Dès 1963, L'Algérie entra en conflit avec le Maroc au sujet des frontières au niveau du Sahara occidental. A cette occasion, Nasser fournit à Alger une aide substantielle, qui ne manqua pas de susciter quelques inquiétudes à Rabat et Tunis, inquiétudes nourries par la crainte d'assister à une déstabilisation de la région, causée par l'entrisme égyptien. De fait, ces deux pays en arrivèrent à conclure un accord 'd'assistance', prévoyant qu'en cas d'agression de l'une des deux parties (sous-entendu par l'Algérie), la seconde mettrait tout en œuvre pour ouvrir un second front. La suite des événements n'imposa pas la mise en œuvre de cet accord. Néanmoins, l'affaire du Sahara occidental resurgira en 1975.

En effet, hormis quelques tensions liées à l'affaire de Djerba (Cf. § III.3.2.), les relations entre les deux pays étaient plutôt bonnes. On assista même en 1973 à une proposition d'union de la part de Boumediène. Projet sans lendemain car ne reposant vraisemblablement pas sur une base solide, mais déjà annonciateur de certains concepts unionistes qui seront de mise ultérieurement. Malheureusement, en 1975 au cours d'une interview accordée à un grand quotidien français, Bourguiba déclara en substance que le Sahara occidental était en territoire marocain. Il alla même jusqu'à proposer ses services de médiateur pour régler le différend entre les deux protagonistes, attitude qui fut fort mal acceptée à Alger. Cette situation sera préjudiciable à la Tunisie qui de fait, perdait là une de ses cautions face à la Libye constamment menaçante. Heureusement pour Tunis, son

bouillonnant voisin commençait à se disperser au Tchad d'une part (et par voie de conséquence se retrouvait confrontée à la France), et commettait quelques erreurs 'tactiques' en menant une politique pro-Touareg.

III L'ENCOMBRANT VOISINAGE DE LA LIBYE

III.1. Introduction

A l'instar de ce qui advint avec les différents intervenants régionaux, la Tunisie a évidemment entretenu des relations implexes avec son voisin libyen. En effet, depuis l'accession au pouvoir du Colonel Kadhafi, force est de constater que les deux Etats n'ont eu de cesse de se rapprocher et de se repousser (i.e. sur un plan politique). Mais toute l'originalité de ce dipôle réside dans le fait que, plus qu'ailleurs, les deux protagonistes sont allés beaucoup plus loin dans leur pas de deux. Avant que la Libye ne finisse à une date récente, par infléchir sa diplomatie et se tourne vers l'Afrique sub-saharienne, la fusion des deux pays a été très proche, que ce soit par un désir avoué de fusion, ou par une volonté à peine masqué d'absorption du petit par le grand.

III.2. Les années 70 : émergence d'un voisin déstabilisant

Les deux pays eurent très tôt à partager des relations équivoques par delà les frontières. En effet, dès 1956, Salah Ben Youssef trouve refuge en Libye, laquelle signera l'année suivante un traité d'amitié et de bon voisinage. Au delà du geste diplomatique, il faut peut être également prendre en compte une action subtile de Bourguiba à l'encontre de l'ancien opposant afin de décrédibiliser l'action subversive que celui-ci menait depuis

l'étranger. Pour lors, la politique étrangère fut certainement pour partie au service de la politique intérieure.

Décembre 1969 verra l'accession au pouvoir du Colonel Khadafi. Ce jeune officier qui n'a pas encore dévoilé toutes les facettes de son personnage, trouve en Nasser un modèle, ce qui ne peut rien présager de bon à l'encontre de Bourguiba. D'autant que très tôt, il décide de moderniser l'armée libyenne, notamment par l'acquisition d'avions de combat de construction française. Ce coup d'accélérateur à l'armement libyen était loin de passer inaperçu à Tunis. Outre une menace inter-étatique grandissante, point ne faudrait oublier que Tripoli hébergeait en son sein le froment d'une opposition résolue à Bourguiba, propre à jeter de l'huile sur le feu à la moindre occasion.

Consciente de l'état de fait et de ses faiblesses, la Tunisie, fidèle à une stratégie que l'on peut qualifier de défensive eu égard à ses capacités militaires, orienta son action selon deux axes :

- normaliser ses relations avec ses voisins, Algérie et Maroc notamment
- n'avoir qu'un seul ennemi à la fois, en l'occurrence la Libye

Il ne s'agit encore une fois, que d'une constante dans l'action de la diplomatie tunisienne, essentiellement pragmatique quand il s'agit de la survie du pays. Pour autant, la début des années 70 va rapidement cristalliser ce qui sera le socle des rapports entre Tunisie et Libye :

- des relations que l'on peut qualifier de 'sinusoïdales', agrémentées comme il se doit de déclarations fracassantes, où la violence du verbe le dispute à l'onctuosité du propos
- des problèmes de migration des population, arme dont la Libye usera et abusera

III.3. Les années 70 : les crises récurrentes

III.3.1. Des débuts difficiles

Compte tenu du perpétuel balancement entre ententes et différends auxquels on assiste durant la décennie, nous allons dans un premier temps nous borner à rappeler quelques repères historiques.

Dès 1970, le torchon brûle à la frontière, puisque Tripoli proscrit la libre circulation des personnes en rétablissant la détention d'un visa. Il est évident que bloquer à une frontière une population tunisienne que tout pousse à l'expansion du fait d'une sorte de fuite en avant vers le modernisme et l'angoisse du plein-emploi est une arme de choix. L'arme du refoulement à des fins de déstabilisation sera d'ailleurs utilisée à plusieurs reprises.

Paradoxalement, la Libye proposera une union avec la Tunisie deux ans après, mais celle-ci restera lettre morte. En revanche, le plus fameux coup de théâtre interviendra en 1974.

III.3.2. Djerba : l'impossible union

Peu de temps après avoir fait l'objet d'une première tentative d'union avec l'Algérie de Boumédiène, la Tunisie allait faire l'objet d'une cour encore plus assidue de la part de la Libye dès janvier 1974. Pourtant, il n'y a rien de très surprenant de prime abord, de découvrir des projet d'union dans la mouvance Tunisienne. En effet, Bourguiba avait très tôt développé des thèses d'unification de l'Afrique du nord, au son du 'Grand Maghreb arabe' ... D'autres thèses unificatrices ont par ailleurs été poursuivies dès l'arrivée au pouvoir de Kadhafi, qui lui, élargissait les bases de l'union en déclarant que « C'est vers l'Orient arabe que me portent ma raison et mon cœur ... »¹. On voit bien que les visions pan arabiques libyennes pouvaient fort bien se télescoper avec une conception tunisienne pro maghrébine.

1. BALTA P., Le grand Maghreb, p.206

En 1971, Kadhafi de passage à Tunis surprendra par sa jeunesse et sa prestance. Il réussit par une sorte de magnétisme à endosser les espoirs à peine voilés des populations qui nourrissent rancœur et amertume après les humiliations subies face à Israël et l'Occident. Le terrain semblait donc propice au lever du froment d'une possible union.

Début janvier 1974, après que les esprits se furent refroidis à l'issue des événements du mois d'octobre précédent, alors que le premier ministre tunisien était en représentation en Iran, Bourguiba reçut une demande 'pressante' d'entrevue de la part de Kadhafi. Les deux chefs d'état se retrouveront à Djerba, où très rapidement sera déclarée très solennellement l'union entre les deux pays, avec Bourguiba comme président de cette nouvelle République arabe islamique. Bourguiba a-t-il cru qu'il détenait enfin le moyen de se donner une dimension à la mesure de ses ambitions, et de devenir enfin un Chef d'Etat ?... A-t-il vu le poids économique que lui conférait la puissance pétrolière libyenne ? Ou bien plus simplement, la dégradation de son état de santé ne le rendait-il pas plus influençable ?

Toujours est-il qu'à l'annonce de la fracassante nouvelle, le premier ministre Hedi Nouria reviendra d'urgence de voyage, se définira radicalement hostile au projet, et justifiera sa froideur derrière les problèmes liés à l'imbroglio constitutionnel. Il réussira à gagner du temps à repousser la date du référendum nécessaire au 18 janvier, mais la partie promettait d'être difficile, car la population se révélait peu à peu favorable au projet (ce qui entrait bien évidemment dans le jeu libyen ...).

L'Algérie se montrera elle, très défavorable audit projet, et même si Bourguiba propose à Boumédiène dès le 13 janvier de rejoindre la nouvelle union, il s'entendra rétorquer que « ...l'Algérie ne prend pas le train en marche ... ». En revanche, elle massa rapidement des troupes à sa frontière. L'affaire commença à toussoter, puis fut définitivement enterrée par une Tunisie qui officiellement, ne pouvait s'engager dans une union sans un consensus maghrébin. Bourguiba n'ayant pas concrétisé ses ambitions ni honoré ses engagements, perdra beaucoup de son prestige personnel.

L'union manquée de Djerba eut deux conséquences prévisibles : les relations avec l'Algérie se réchauffèrent immédiatement, et celles avec la Libye de glacèrent tout aussi rapidement. Cette dernière utilisera alors une nouvelle fois l'arme de l'émigration en procédant à l'expulsion massive des travailleurs tunisiens. Les grands perdants de l'affaire

auront peut être été les populations du sud tunisiens, qui finalement sont culturellement très proches de leurs voisins libyens, et qui après savoir des vicissitudes de l’histoire, avaient peut être nourri de légitimes espoirs dans ce projet d’union.

III.3.3. La crise du plateau continental

Il est un autre avatar qui se place dans le droit fil des sempiternelles dissensions entre la Tunisie et la Libye, et qui concerne le plateau continental qui se trouve au large du golfe de Gabès. Il faut dire que ce dernier avait tout pour susciter les convoitises, de par le milliard de tonnes de pétrole qu’il était censé renfermer.

En 1959, Bourguiba remettait en cause le tracé des frontières (fixées par des accords franco-turc et franco-italien) et revendiquait la souveraineté sur les champs pétrolifères d’Atchan et Taskin. Jusqu’en 1969, l’exploitation off-shore se poursuivait sans trop de problème, jusqu’à ce que la Cour internationale de justice précise la notion de plateau continental. Kadhafi refusant alors les délimitations qui lui étaient imposées, perturbera (et compliquera) grandement l’exploitation du gisement. En 1975, la Libye amorcera une tentative de reprise de dialogue, principalement parce que la Tunisie était finalement indispensable à ses visées unionistes, et qu’il valait mieux être en harmonie avec elle. Las ! La fuite de Tripoli, puis l’accueil à Tunis, de Omar Mhichi - ancien compagnon d’armes de Kadhafi – viendront indirectement perturber le bon déroulement de la reprise du dialogue. Les choses n’en resteront pas là, puisque la Libye, entre un rôle douteux dans l’affaire des ministres du pétrole de l’OLP, et une tentative d’enlèvement du premier ministre tunisien en mars 1976 restera toujours menaçante, fut-ce en sous-main !...

Conséquence de l’échec de ce ‘coup tordu’ : Kadhafi expulsera encore une fois 18000 tunisiens de son territoire. Il faudra attendre 1977 et la signature d’un accord sur le plateau continental pour que la tendance s’inverse.

III.3.4. L'histoire ne s'arrête pas : la rocambolesque affaire de Gafsa

Dernier temps fort de cet inventaire à peine croyable de subversions ou de tentative de déstabilisation, l'affaire de Gafsa. Sous la houlette d'un Kadhafi éternellement prompt à semer le trouble, un commando d'une soixantaine d'opposants tunisiens s'infiltrèrent par Gafsa, avec le but avoué de chercher à lever une révolte populaire. L'idée de manœuvre était simple : la Libye pensait être appelée au secours d'une Tunisie aux abois, en proie à la révolte issue de ses problèmes sociaux. Malheureusement pour les stratèges libyens, la population restera calme, et c'est l'armée tunisienne qui saura rétablir la situation en moins d'une semaine, d'ailleurs avec une aide logistique marocaine et le soutien de la France.

Consécutivement, l'ambassade française à Tripoli sera mise à sac le 4 février, et dès le 11, Kadhafi déclarera que le régime tunisien comme un adversaire de la République libyenne. Au delà de l'effet de manche incantatoire, ce fut sûrement l'occasion pour Tripoli d'enfin comprendre qu'il ne pourrait atteindre le régime Tunisien, sans l'accord (à défaut de l'appui) d'une tierce partie, l'Algérie pour ne pas la nommer.

III.3.5. Le changement de cible de la Libye

D'une façon 'naturellement fantasque', la Libye proposera à la Tunisie de reprendre leur coopération, ... un an seulement après la peu glorieuse affaire de Gafsa ! Ce sera pour Kadhafi l'occasion d'être reçu à Sfax en 1982. Mais 1985 verra la concomitance de la déliquescentes des relation américano-libyennes, et l'embellie de celles entretenues entre Tunis et Washington. Une fois de plus, la Libye usera de son arme de prédilection (l'expulsion en masse des travailleurs), agrémentée de tentatives de sabotage, voire carrément d'attentats par colis piégés. Cette brutale montée de fièvre fut rapidement calmée par le rôle tenu par les grandes puissances (USA et France), mais aussi de l'Algérie rangée aux côtés de la Tunisie (car depuis 1983, les relations entre l'Algérie et la Libye s'étaient singulièrement étioilées).

L'année 1986 verra le dernier avatar entre les deux pays avant le renversement du vieux dirigeant. Après le bombardement de la Libye par l'aviation américaine, Kadhafi a longtemps attendu un signe de Bourguiba à l'adresse de la communauté internationale. Mais

aucun soutien ne vint de Tunis, ajoutant à une rupture quasi consommée. Finalement, les relations redeviendront quasi normales en 1988. Cette année là, Ben Ali et Kadhafi se rencontreront à plusieurs reprises, et en dépit du poids de l'histoire et des ressentiments qu'il a pu faire naître, la détente se fera parfois spectaculaire, notamment en terme d'échanges économiques. A nouveaux dirigeants, nouvelle politique.

III.4. Conclusion

Il est apparu intéressant de se pencher sur le cas libyen, en ce sens qu'il est symptomatique des chronologies des crises que la Tunisie a eu à traverser depuis cinquante ans, et de l'attitude des dirigeants face à une agression visant son territoire ou ses intérêts premiers.

En prenant du recul, on s'aperçoit qu'après une première phase turbulente issues des accessions aux pouvoirs ou aux indépendances, la Tunisie a toujours choisi de n'avoir qu'un seul ennemi à la fois, en s'en remettant à la protection plus ou moins officiellement annoncée, des puissances occidentales ou des puissances régionales.

Ainsi, en dépit d'une puissance militaire manifestement largement en deçà de celle affichée par la Libye, la Tunisie a fini par contenir les ambitions de son voisin grâce à une fine stratégie.

IV LE MIRAGE DE L'UNION DU MAGHREB ARABE

IV.1. Introduction

Le 17 février 1989 était signé à Marrakech l'acte fondateur de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) par les cinq Etats composant cet agrégat. Il faut y voir la concrétisation des espoirs et des aspirations des peuples régionaux, qui finalement ont toujours cherché (sans y arriver) à consacrer une volonté d'union diffuse mais certaine. Peut être est-ce ici la cristallisation de souffrances communes face aux pays colonisateurs, et de luttes concomitantes pour la libération.

Après bien des avatars, la création de cet ensemble cohérent semblait viable, fort de cent millions d'individus animés de la même soif de reconnaissance, mus par la même langue (voire les mêmes langue si l'on inclus le français ...), la même histoire, la même religion, la même culture. Il s'agissait là d'une chance unique pour la Tunisie.

IV.2. Les fondements

Comme nous l'avons vu plus haut, la Tunisie a plusieurs fois frôlé une alliance avec l'un de ses voisins immédiats. A cet égard, les années soixante-dix ont été riches en événements. Par deux fois (en 1973 et en 1974), elle manqua de prendre un tournant qui aurait donné au Maghreb un visage radicalement différent. Force est de constater que les deux projets n'étaient pas réellement aboutis ni suffisamment mûris, tout au moins sur un plan politique. Par la suite, en 1975, Bourguiba lança l'idée d'un Pacte Méditerranéen, mais cette initiative resta sans lendemain.

Toutes ces tentatives avortées reposaient sur le constat que le Maghreb constitue, à la différence du Machrek, un agrégat géographique cohérent, qui plus est partageant un fond ethnique commun, issu des peuples Berbères. Paradoxalement, l'unité du Maghreb n'aura eu lieu qu'à deux reprises au cours de l'histoire : dans l'antiquité (238 – 148 av J.C.) et sous les

Almohades (1147 – 1269). Il faudra attendre les années vingt pour le rêve unitaire revienne, mais les responsables politiques régionaux ont toujours fait montre de frilosité, et n'ont jamais osé sauter le pas. Pourtant, nombre d'entre eux sont convaincus qu'il s'agit là d'un passage obligé pour l'Afrique du nord, qui ne peut échapper à la tendance qui pousse les pays développés à s'agréger en de grands ensembles, à l'instar de l'Europe. ceux-ci. Toute la question sera de savoir quel structure donner à une quelconque forme d'union : unité de fusion (i.e. supranationalité), ou bien de juxtaposition ?

Bourguiba était un chaud partisan de la seconde option. Sceptique quant à l'unité du monde arabe, il était en revanche un chaud partisan de la construction d'un ensemble maghrébin, autant par fierté et clairvoyance, que prudence. En effet, un édifice politique était pour lui l'un des meilleurs moyens de se protéger de ses voisins et de préserver son indépendance. Dès novembre 1955, on trouve trace de ses ambitions unionistes quand il déclare que solidarité et identité de conceptions sont les conditions nécessaires à l'édification du Maghreb arabe. Espérait-il par ailleurs jouir d'une reconnaissance conférée par son grand âge, et corrélativement propre à faire admettre ses vues sécuritaires ?...

IV.3. Les avatars de l'histoire

IV.3.1. L'impossible décollage ?

Nous avons vu plus haut comment les relations entretenues avec l'Algérie et la Libye ont été houleuses et complexes, en tout cas peu propices à l'édification d'une structure politique de fusion. L'Algérie a constitué en fait une des principales pierres d'achoppement à la construction du Maghreb uni. A cet égard, il est loisible de rappeler deux causes profondes à ce blocage :

- A l'issue de l'indépendance algérienne, le conflit algéro-marocain sur la question du Sahara occidental excluait de facto toute tentative d'union des peuples d'Afrique du nord. Il faudra attendre la disparition de Boumédiène pour que l'Algérie de Chedli Benjedid amorce une détente.

- Le Maroc et la Tunisie ont longtemps pensé que l'Algérie mettrait ses ressources énergétiques à leur disposition, en remerciements du soutien apporté durant la guerre d'indépendance. A contrario, l'Algérie pensait que les conceptions unitaires de ses voisins n'était qu'un viatique pour assurer leur propres développement économique (ce fut d'ailleurs l'une des raisons qui poussa le pays à s'engager dans une politique d'industrialisation autonome).

En crise et paranoïa, on voit que rien ne permettait de répondre - au départ - aux aspirations des peuples. On peut même résumer ce 'blocage au démarrage' par la célèbre équation du président Boumédiène quant à la question : « $0 + 0 + 0 + 0 = 0$ »¹.

Comme nous l'avons vu plus haut, les relations inter-étatiques ultérieures au sein du Maghreb ne risquaient certainement pas d'augurer d'une quelconque évolution positive.

IV.3.2. Le renouveau après Bourguiba

L'accession au pouvoir du président Ben Ali ne pouvait que permettre au vent nouveau de l'union de souffler. En effet, le nouvel homme fort de la Tunisie reste très attaché à la construction maghrébine (comme son prédécesseur, autant par conviction que par nécessité), mais il a su passer outre les différends hérités de l'ère bourguibienne, notamment avec la Libye. Il fera très lucidement remarquer qu'à l'époque de la mondialisation et de l'instauration de certains édifices régionaux, « l'UMA restait un impératif incontournable ». Par ailleurs, ayant su instaurer de cordiales relations avec le Maroc et l'Algérie, il a finalement largement contribué à mettre en place des conditions favorables au renouveau maghrébin. A cet égard, sa première sortie hors du territoire tunisien se fera en Algérie, où il se prononcera pour un élargissement du Traité de Fraternité et de Concorde.

L'année 1988 sera une année particulièrement remarquable sur le plan diplomatique, en ce sens que pour la première fois de puis vingt ans, les cinq pays du Maghreb entretiennent des relations diplomatiques, consécutivement aux réchauffements des relations tuniso-libyenne et algéro-marocaine. Le prolongement et la conclusion se fera en février 1989, avec la signature de l'acte de naissance de l'Union du Maghreb Arabe. Ce sera l'occasion de

poser la dernière pierre d'un lent processus d'unification, qui trouve ses fondements dans un certain nombre de traités et d'accords préexistants, mais non encore globaux, à savoir :

- le Comité Permanent Consultatif Maghrébin (CPCM : Tunisie, Maroc, Algérie, Libye)
- le Traité de Fraternité et de Concorde (Algérie, Tunisie, Mauritanie)
- le Traité d'Oujda (Maroc, Libye)

IV.3.3. Les coups de frein

Plusieurs événements d'envergure, certains mondiaux, d'autres régionaux, vont porter un sérieux coup d'arrêt à l'essor de l'UMA :

- la Guerre du Golfe
- l'embargo dont la Libye fait l'objet sous la pression des Etats unis
- la montée de l'intégrisme à compter de 1994

Par ailleurs, l'accélération de l'histoire en 1990 a radicalement bouleversé la donne géopolitique locale. L'effondrement de l'URSS a laissé le champ libre aux Etats Unis pour asseoir leur puissance, et accentuer leur pression sur la Libye. L'UMA, pour autant qu'elle fut pleine de bonnes intentions, n'avait évidemment pas les moyens d'opposer la moindre résistance à la puissance américaine. Ironie de l'histoire, la Tunisie essaya d'apporter son aide à son voisin libyen (!...). Mais à cette occasion, le Colonel Kadhafi s'estima 'lâché' par l'UMA, et décida de rompre avec icelle. Ce sera pour lui l'occasion de redéployer son dispositif diplomatique vers l'Afrique sub-saharienne et de proclamer la mort du panmaghrébisme (et du panarabisme du même coup !).

Cette défection de la Libye n'était pas cruciale en soi et le reste de l'union aurait fort bien pu survivre. En revanche, c'est de nouveau de l'Algérie que s'accumuleront les nuages noirs au dessus des instances de l'UMA. En 1994, le Maroc rétablira les visas d'entrée sur son territoire (pour contrôler les mouvements d'individus soupçonnés d'actions terroristes ?...), chose que l'Algérie ne put se résoudre à admettre sans réagir. En

¹ BALTA P., Le grand Maghreb, La découverte

conséquence, cette dernière procèdera à la fermeture de l'autoroute de l'Unité. L'UMA se trouvait vidé de sa substantifique moelle et cessait de fait d'avoir une quelconque importance sur le plan politique.

IV.4. Les enseignements tirés

Des cinq partenaires impliqués, c'est certainement la Tunisie qui a le plus perdu dans la déliquescence de l'union maghrébine. C'est pourquoi on a pu assister à une action diplomatique vigoureuse afin de sauver ce qui pouvait l'être. Concomitamment, le Maroc a également pris conscience qu'il lui fallait trouver des appuis et des partenaires. Les deux pays se sont donc ainsi engagés sur la voie d'un partenariat, dans le cadre de la construction maghrébine. Les relations bilatérales s'en sont récemment trouvées renforcées, se traduisant dans les fait par la mise sur pied d'un accord de libre échange, pour lequel les deux pays se sont donné rendez-vous en 2008 afin de dresser les premiers bilans.

Enfin, il est important de souligner, comme nous le développerons ultérieurement, qu'une des chances de la Tunisie réside actuellement dans l'Europe. L'UMA constituait une occasion unique de présenter une force cohérente et unie, synonyme de partenaire économique crédible (du moins à terme). Il faudra que le Maghreb dans sa globalité prenne garde à ne pas passer à côté de l'histoire, à une heure où l'Union Européenne commence à progressivement se tourner vers l'Est, sous l'impulsion de l'Allemagne notamment. En effet, les pays de l'Europe de l'Est présentent autant d'avantages - sinon plus - que les états maghrébins, renforcés par le vif désir de s'inscrire dans le processus de construction européenne. Il y a fort à parier que si le Maghreb ne présente pas rapidement un front cohérent, la Tunisie se risquera à tenter un cavalier seul.

PARTIE IV :

Le regard vert l'est : La problématique arabe et la question israélienne

I. INTRODUCTION

Nous allons ici très brièvement rappeler que depuis la haute antiquité, c'est à dire depuis l'époque de Carthage, le peuple juif était présent et bien implanté dans cette région du monde. Sans pour autant refaire une analyse des flux migratoires, il est utile de souligner que les populations 'autochtones' furent régulièrement enrichies de la venue de coreligionnaires originaires de Perse ou d'Irak. Plusieurs vagues d'émigration survinrent en 1948 vers Israël, en 1956 vers la France, ou après la Guerre des six jours. Mais pour autant, il subsiste encore aujourd'hui en Tunisie une petite communauté juive d'environ quatre mille personnes, qui semble relativement bien intégrée, et qui en tout état de cause, est même considérée de façon 'bienveillante' par le président Ben Ali.

Ecueil incontournable que ce lui de la question de l'Etat d'Israël pour un pays arabe. S'agissant de la Tunisie, nous allons constater – comme on aurait pu s'en douter à la lumière des relations établies avec les autres pays de la région - que la Tunisie allait présenter à la face du monde une démarche originale, voire avant-gardiste, tout en restant attachée aux fondements du monde arabe. Sous l'impulsion de Bourguiba, le pays adopta vis-à-vis d'Israël une attitude résolument originale, et pour tout dire d'une hallucinante lucidité, preuve d'une très grande finesse politique et d'un réalisme certain. En revanche, les conflits du Moyen Orient seront l'occasion pour le peuple tunisien de laisser éclater ses convictions profondes, parfois en désaccord avec la politique de ses dirigeants.

II. BOURGUIBA, LA TUNISIE, L'OLP ET ISRAËL

II.1. La démarche originale de Bourguiba

Bourguiba a toujours clamé haut et fort son attachement à la culture arabe. En revanche, si comme nous l'avons dit plus haut, l'Islam sera inévitablement le socle de cette arabité, il resta finalement plus attaché à l'esprit plutôt qu'à la lettre. Cette étonnante modernité, que l'observateur appréciera derechef à la lumière de la montée du fondamentalisme de la fin du XX^{ième} siècle, trouve peut-être son fondement dans l'admiration que Bourguiba portait à Mustapha Kemal Atatürk, autre chantre du laïcisme. Malheureusement, ce pragmatisme confinant à la lucidité, trouvera un écho plutôt hostile dans l'histoire du conflit que les peuples arabes entretiennent avec Israël.

En effet, après une tournée au Moyen Orient en mars 1965 qui fut couronnée de succès, Bourguiba prononça à Jéricho un discours resté fameux, lors de son passage en Jordanie. A cette occasion, il recommanda à la toute jeune OLP (créée à peine un an plus tôt) d'envisager de reconnaître le fait israélien, et d'envisager une solution politique plutôt que militaire au problème palestinien. N'affirmera-t-il pas, au sein d'un camp de réfugiés palestiniens « Il est facile de se livrer aux surenchères verbales et de se guider par la passion ... il est plus difficile d'emprunter les voies qu'indique la raison ... S'il s'avère que nous ne pouvons vaincre l'ennemi et le rejeter à la mer, alors il faut adopter une autre démarche »¹. Il va sans dire qu'un tel discours fut ressenti comme un véritable choc au sein du monde arabe (voire musulman). Les ambassades tunisiennes furent pour lors saccagées, et Bourguiba perdit beaucoup de son prestige. La Tunisie rompit alors ses relations diplomatiques avec un certain nombre de capitales arabes (et se retira même de la Ligue arabe). Sans doute l'intervention de Bourguiba était-elle précoce voire prématurée, en tout cas malvenue à une époque où le monde arabe subissait le traumatisme des victoires israéliennes. Le désaveu dont Bourguiba fit l'objet fut pour lui la cause d'une profonde amertume. Peut être qu'une des explications de l'incongruité apparente de son intervention réside dans l'éloignement géographique de la Tunisie du brûlot proche oriental, laissant supposer un certain 'recul' sur la question.

1. BOULAN H., Le Nouvel Observateur, n°1849 du 13.04.00

De toute façon, le peuple tunisien était incontestablement moins prompt à suivre son leader dans son initiative d'ouverture à l'égard d'Israël. Ainsi à l'issue de la Guerre des six jours – deux ans après le fameux discours de Jéricho – Tunis fut le siège de violentes manifestations, cristallisant la ire populaire à l'encontre des pays anglo-saxons (USA et Grande Bretagne) pour leur soutien apporté à Israël.

Une fois de plus, Bourguiba maria les contraires. Son discours de Jéricho est sans doute assez unique dans le monde arabe (on est encore bien loin de l'ouverture de Sadate), mais il conserve le terme d'ennemi dans son assertion, et conjugue les verbes à la première personne du pluriel. C'est ici la signature manifeste d'un dirigeant lucide sur la puissance israélienne (car garantie par les Etats Unis), mais bien décidé à ne pas ravalier ses convictions et son attachement à la cause palestinienne.

II.2. La Tunisie : l'allié surprise de l'OLP

La gestion de la cause palestinienne fut, on s'en doute, un peu chaotique. En 1970, alors que l'armée jordanienne s'illustre au cours du sinistre mois de septembre ('noir'), le premier ministre Bahi Ladgham est désigné comme médiateur par la Ligue arabe. Son action s'avère être un succès, et il est unanimement reconnu pour sa finesse et son sens de la négociation. Il sera même félicité par Nasser en personne, ce qui ne pouvait que froisser Bourguiba. C'est pourquoi l'intéressé sera limogé dès son retour à Tunis, et remplacé par Hédi Nouira. En dépit du ressentiment de Bourguiba à l'égard des du leader égyptien, la Tunisie s'était placée comme un interlocuteur incontournable dans les relations que pouvait entretenir l'OLP avec le reste des puissances régionales. C'est pourquoi, à la fin de la décennie, la Ligue arabe s'installa à Tunis (d'ailleurs sous la pression américaine à l'issue des accords de Camp David ...), suivie trois ans plus tard par le commandement de l'OLP, chassée du Liban. C'était là un choix délibéré de Yasser Arafat qui faisait de facto de la Tunisie un ennemi aux yeux d'Israël.

Dès 1982, la Tunisie n'hésita pas à se montrer de plus en plus critique à l'encontre des Etats Unis, pour avoir par trop soutenu Israël au cours de la guerre du Liban. Subséquemment, les relations ne pouvaient que s'envenimer avec l'Etat hébreux. Le point

de rupture fut atteint le 1^{er} octobre 1985, lorsque que l'aviation israélienne bombarda, d'ailleurs avec l'assentiment des Etats Unis, le quartier général de l'OLP à Hamman Chott. Cette action de guerre eut plusieurs conséquences directes, dont l'observateur ne perçut pas forcément immédiatement les impacts respectifs. Tout d'abord, la Tunisie saisit officiellement les Nations Unies, et sa plainte fut évidemment largement soutenue. Devant le veto américain, Bourguiba en vint même jusqu'à brandir la menace de la rupture des relations diplomatiques avec Washington. Mais il avait d'ores et déjà compris que le soutien à la cause palestinienne se heurterait indirectement – et systématiquement - au soutien américain envers l'Etat hébreux. C'est peut-être pourquoi, au lendemain du bombardement, il souhaita, sans que cela fasse l'objet d'une demande officielle, le départ de l'OLP.

Et pourtant, le 27 septembre 1982, il avait lancé un appel à la « réconciliation des peuples du Livre » à l'occasion des fêtes conjointes du Kippour et de l'Aïd a Idha ...

II.3. Le renouveau de l'ouverture ?

Comme dans d'autres domaines, notamment sur le plan diplomatique, nous avons vu que Ben Ali marchait sur les brisées de Bourguiba. Il réaffirma donc son arabité au sommet arabe d'Alger de juin 1988. C'est aussi logiquement que le nouveau président affirma ouvertement son soutien à la cause palestinienne, mais œuvra de façon opiniâtre pour faciliter un rapprochement entre l'OLP et les USA, considérant que ces derniers représentent le point de passage obligé à tout avancée dans le règlement du conflit. A cet égard, la première reprise de dialogue officielle entre les deux protagonistes eut lieu en Tunisie en décembre 1988. Une fois de plus, la diplomatie tunisienne avait réussi le tour de force de s'affirmer au grand jour sur la scène internationale, mais aussi de concilier deux objectifs a priori exclusifs : soutenir l'OLP et faciliter le dialogue américano-palestinien dès janvier 1989. L'embellie semblait belle, et l'action diplomatique tunisienne envers Israël était une fois de plus en pointe. Dès octobre 1994, le pays envisage très sérieusement d'établir des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. Tunis avait d'ailleurs décidé d'ouvrir un bureau de liaison à Tel Aviv, et ce malgré une désapprobation populaire avérée. Peut-on dire malheureusement, l'avancée tunisienne a été définitivement gelée au sommet arabe du Caire le 21 juin 1996.

Si l'actualité récente confirme que malheureusement, la déchirure entre les mondes arabe et hébreux est loin d'être refermée, force est de constater que la Tunisie a su faire montre de modernisme et de constance dans son approche du problème. Malgré une opinion publique évidemment défavorable, mais avec un soutien américain sans faille, ce petit pays a su trouver une remarquable dimension dans l'édification des processus de paix.

III LA QUESTION DU FONDAMENTALISME RELIGIEUX

III.1. Remarque liminaire

Il n'y a pas de raison objective pour que la Tunisie, pays de culture musulmane, échappe aux malheureuses dérives qu'imposent les fondamentalistes de tous poils. Néanmoins, pour actuelle qu'elle soit, nous sommes fonder à nous demander s'il est loisible qu'une telle question figure dans un document axé sur les problématiques extérieures de la Tunisie. En effet, une approche simpliste consisterait à cataloguer une telle étude au rang des affaires de stricte politique intérieure. A la limite pourrait-on être tenté d'analyser comment le gouvernement de Monsieur Ben Ali parvient à gérer les influences extérieures dont son pays fait vraisemblablement l'objet, notamment depuis le territoire du voisin algérien. Notre approche sera quelque peu différente, en ce sens que nous chercherons surtout à mettre à jour les incidences de la montée du fondamentalisme sur la politique extérieure du pays.

III.2. Les origines

De très bonne heure, les remarquables décisions du président Bourguiba pour faire accéder son pays à la modernité avait de quoi choquer ceux pour qui l'Islam doit être interprété à la lettre. En effet, si l'abolition de la polygamie et du droit de répudiation étaient

des victoires pour la cause féminine dès 1959, il y avait déjà là une source de contestation pour les irréductibles des lois coraniques. La réforme du statut personnel constitue donc un viol grave des lois musulmanes. De fait, même si le régime de Bourguiba s'est officiellement édifié sur une constitution qui place l'Islam comme religion d'Etat, force est de constater que la place laissée à la religion s'est réduite comme peau de chagrin au cours du temps.

C'est finalement la cristallisation des rancœurs et des aigreurs ressenties par les élites qui seront à la base de la montée d'une poussée identitaire, seulement véhiculée par l'islam. Le renouveau musulman plonge ses racines dans les années 70, où la situation économique difficile pavait la voie aux déçus de l'expérience socialiste, accusant paradoxalement le capitalisme de tous les maux dont souffrait la société tunisienne. Après une lente mais régulière montée des fondamentalistes religieux principalement issus des universités et diffusant dans la société, le président Ben Ali dut se résoudre à définir une politique claire. Après deux ans d'atermoiements, le pouvoir opta pour une politique répressive, conforme à ses conceptions de la gestion de la vie politique intérieure, afin d'éradiquer toute menace contre les institutions en place. Le dernier épisode notable de la politique de Ben Ali à l'égard des mouvements intégristes surviendra à l'occasion de la Guerre du Golfe. En effet, cet épisode sera pour lui l'occasion de durcir ses positions à l'encontre des religieux en tentant de s'appuyer sur le légitime sentiment populaire à l'égard de Saddam Hussein. Il sera finalement contraint d'infléchir ses positions sous la pression des pays du Golfe persique. Par ailleurs, il n'est pas interdit de penser que le pouvoir en place n'appréciait que modérément les manifestations populaires de rue, toujours susceptibles de faire l'objet de débordement d'opposition ...

III.3. Les conséquences de la montée de l'intégrisme sur la politique extérieure

Les dirigeants tunisiens sont tout à fait conscients qu'une situation 'à l'algérienne' serait dramatiquement néfaste pour leur pays. Ayant délibérément opté pour une coopération avec l'Union Européenne, le pays tisse des liens solides par delà la Méditerranée, et notamment avec la France. Mais la balance des échanges penche bien évidemment largement vers l'Europe, ce qui rend d'une certaine façon la Tunisie dépendante de ses fournisseurs. Il est

donc inconcevable pour le pouvoir en place de laisser se développer un quelconque foyer d'opposition susceptible de remettre en cause les grands équilibres aujourd'hui atteints. Une des principales conséquences de la situation actuelle est que l'Algérie représente à nouveau une menace, susceptible d'être à l'origine d'une lame de fond déstabilisatrice. Paradoxalement, il y a sans doute là une chance pour l'Europe qui a tout à gagner en s'investissant aux côtés de Tunis, que ce soit en termes sécuritaires, économique ou diplomatique.

IV LES AUTRES PAYS ARABES

Il conviendrait de clore ce panorama sur le monde arabe en évoquant très rapidement quelles sont les tendances des relations que la Tunisie entretient avec le reste des pays du Proche et du Moyen Orient. Nous évoquerons dans une prochaine partie les actions tunisiennes en direction du Golfe Persique, mais nous allons brièvement évoquer les relations conflictuelles entretenues avec l'Égypte.

Celles-ci peuvent finalement se résumer à une longue période d'hostilités à fleurets non mouchetés entre Bourguiba et Nasser. Inévitablement, deux fortes personnalités de cet acabit, empreintes de fortes convictions – forcément dissonantes – ne pouvaient que s'opposer dans le verbe et dans l'action. Le soutien que Nasser apporta à Ben Youssef fut le point de départ de la fracture entre les deux chefs d'Etats, rompant avec certains rapprochements qui unirent les Nasser et Bourguiba dans l'immédiat après-guerre. Comme nous l'avons déjà vu, une des constantes du pouvoir égyptien sera de systématiquement critiquer l'attitude de Tunis dans son attitude face au problème du conflit algérien. A cet égard, le premier voyage officiel de Ben Bella en 1962 se fera au Caire, ne ménageant qu'une courte escale en Tunisie au retour, pays qui avait pourtant largement soutenu l'Algérie dans son combat contre la France. Le ton était donné. Par la suite, il est immédiat de constater que les deux hommes forts ont eu des conceptions radicalement différentes des orientations à donner à leurs nations respectives. Tout d'abord le nationalisme exacerbé de Nasser, conjugué avec un pro-arabisme 'débordant' n'était pas du goût de Bourguiba.

Ensuite, et c'est sans doute là le point fondamental de leur désaccord, l'attachement de l'Egypte nassérienne à l'URSS (par exemple pour la construction du barrage d'Assouan) heurta l'anticommunisme de Bourguiba. Enfin, les deux chefs d'Etats avaient inmanquablement une approche radicalement différente du problème israélien. Le fameux discours de Bourguiba à Jéricho fut traduit dans les faits par le saccage de la chancellerie tunisienne au Caire ... ville d'où sera transférée pour Tunis le siège de la Ligue arabe en 1979 !

En fin de compte, rien ne relie durablement les deux Etats jusqu'à l'accession au pouvoir de Ben Ali qui aura à cœur de normaliser les échanges entre les deux pays.

PARTIE V :

La Tunisie aujourd'hui

I. PANORAMA DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TUNISIE

Le régime reste fort sur le plan intérieur, cherchant à museler les oppositions, qu'elles fussent strictement politique ou fondamentaliste. Nous n'épiloguerons pas sur le mécontentement croissant que cet état de fait est susceptible de générer. En revanche, comme nous l'avons déjà évoqué, la Tunisie arrive aujourd'hui à offrir au monde extérieur l'image rassurante d'un pays stable, en harmonie avec ses proches voisins. Les grands axes de sa diplomatie s'inscrivent dans la droite ligne des conceptions de Bourguiba, sans en avoir la connotation conflictuelle. Une fois expurgée de son essence passionnelle, la diplomatie tunisienne présente actuellement une approche remarquable de pragmatisme. Evoquons rapidement quelques idées-forces permettant de dresser un bilan :

- Les relations avec les autres pays du Maghreb restent en demi teinte, et le lyrisme des années passées a cédé la place à une vision plus pragmatique des relations. A cet égard,
- La diplomatie tunisienne reste soumise à certaines pressions américaines pour poursuivre le dialogue avec Israël. Parallèlement, celle-ci prône la levée de l'embargo qui frappe son voisin libyen.
- Les relations avec les pays du Golfe restent empreintes de réalisme : il y a lieu d'établir de 'bonnes relations' avec les puissances financières locales, même si d'aucunes soutiennent par ailleurs les mouvements intégristes ...
- Le pays entrouvre sa porte à l'Afrique subsaharienne, et n'hésite plus à s'investir pour la défense des intérêts du continent Africain (notamment au niveau du règlement de la dette). Pour l'occasion, rappelons que M. Ben Ali a été élu

président de l'O.U.A. en juin 1994. Encore plus méridionales sont les début de normalisation avec l'Afrique du Sud.

II. L'ANCRAGE A L'EUROPE

La Tunisie à très tôt cherché à s'ouvrir en direction des puissances économiques majeures. Dès 1972, les dirigeants ont établi les bases d'une première coopération économique en proposant aux entreprises occidentales de s'implanter sous un statut juridique off shore. Mais 1995 sera l'occasion pour la Tunisie de devenir le premier pays maghrébin à signer un accord de coopération économique avec l'Europe (on pourra citer pour mémoire la conférence de Barcelone, dont le but est d'asseoir une zone de stabilité propice aux échanges économiques). En octobre de la même année, la France, par la voie de son Président, relance sa politique arabe (tout en cherchant à juguler le fondamentalisme). Ce sera là l'occasion pour M. Ben Ali de recevoir de vifs encouragements à suivre le train de l'Europe. Les mots seront suivis des faits, puisque deux ans plus tard, le huitième plan quinquennal vise à assainir l'économie en réduisant les déficits et en procédant à la privatisation de certains secteurs.

Le pays présente aujourd'hui une macro-économie globalement satisfaisante, en tous cas la meilleure de la région. Cette relative bonne santé augure certainement de futures coopérations internationales. Si la France reste le partenaire économique privilégié, l'Europe s'investit également, cherchant évidemment à établir des pôles de stabilité dans sa sphère d'intérêts. Les accords signés avec l'Union Européenne peuvent se décliner en différents axes d'efforts : coopération financière, industrielle, agricole, gestion de l'immigration.

Cependant, le tableau pourrait s'assombrir à court terme, en ce sens que la Tunisie devient peu à peu dépendante de l'U.E., du fait d'une certaine asymétrie des flux financiers. Il n'est alors pas interdit de penser que le pays pourrait voir sa créativité réduite à l'échelle de celle d'un sous-traitant pour une puissance économique majeure. Il ne faudrait pas que ce pays prometteur rate le décollage des grands blocs se constituant à l'heure de la

mondialisation. Surtout que l'on constate que certains atouts du passé sont en passe de devenir évanescents : les gisements pétroliers, qui certes n'ont jamais été énormes mais qui contribuaient à une part significative du PNB, commencent à se tarir, les phosphates trouvent de moins en moins de débouchés, l'agriculture souffre de rendements médiocres ... Seul le tourisme reste une valeur nationale sûre.

III. CONCLUSION

A l'issue de ce vaste et rapide survol, plus proche d'un patchwork que d'une synthèse connexe, il devient souhaitable d'exhiber les tendances lourdes de la diplomatie tunisienne. On constatera tout d'abord qu'il est vain de vouloir analyser celle-ci comme une collection de relations bipartites. En effet, nous avons constaté que toute crise avec l'un quelconques des acteurs dans la région (fussent-ils des grandes ou ex-grandes puissances) se traduisait par un jeu complexe d'alliances ou de convergence d'intérêts. A l'aube du XXI^{ème} siècle, la Tunisie aura réussi à normaliser ses relations avec ses voisins, et à vivre en harmonie avec nombre de partenaires. Assez schématiquement, on pourra résumer l'action extérieure tunisienne à deux époques bien distinctes : de l'indépendance au déclin de Bourguiba, où la diplomatie a été plus que bouillonnante, mais plutôt conflictuelle, puis de l'accession de Ben Ali au pouvoir jusqu'à nos jours. Cette dernière période assoira enfin une politique extérieure de détente (sans présager d'aucune façon de l'action du pouvoir sur un plan intérieur ...).

Au terme d'un demi siècle de conflictualité et de relations en dents de scie avec le monde extérieur, la Tunisie a réussi à atteindre une relative stabilité. Si l'on considère qu'il s'agit là d'une incontestable réussite diplomatique eu égard aux faiblesses intrinsèques du pays, encore faut-il bien comprendre qu'il s'agit bien ici de la traduction de constantes dans l'action, mise en place dès l'arrivée au pouvoir de Bourguiba. Rappelons- les brièvement.

1. Une approche 'cruciforme'

La Tunisie a son regard dirigé selon deux axes principaux. Un premier orienté Sud Nord, où c'est notamment l'Europe (avec la France) et les USA – qui donnent un gage de sécurité au

pays. Le second étant orienté Est-Ouest, puisque la Tunisie n'a jamais cessé d'être habitée par le désir fou d'un Maghreb uni, à défaut d'un monde arabe parlant à l'unisson. Même si le sentiment diffus d'appartenir à une même entité est plus ou moins partagé dans tout le Maghreb, il ne commença d'être traduit dans les faits qu'assez tardivement, mais laisse augurer d'une nouvelle conscience politique à terme.

2. Une conscience avérée de ses faiblesses

La grande clairvoyance des dirigeants tunisiens (Bourguiba pour ne pas le nommer), fut d'avoir pris conscience des forces et des faiblesses du pays très tôt. Ne se dispersant pas en combats perdus d'avance et ne cherchant pas à poursuivre de futiles chimères, ils surent compter sur un pragmatisme de bon aloi afin de donner au pays le rayonnement qu'il était en droit d'avoir.

3. Des relations aujourd'hui équilibrées avec ses voisins

La Tunisie a toujours cherché à n'avoir qu'un seul ennemi à la fois, et être épaulée par un allié puissant. Bourguiba avait rapidement compris que la Tunisie ne devait jamais être en froid simultanément avec ses deux principaux partenaires occidentaux, ni d'ailleurs avec ses deux puissants voisins immédiats. Finalement, on peut presque réduire toute la diplomatie Tunisienne des quarante dernières années à ce délicat numéro d'équilibriste, puisqu'elle a toujours eu une diplomatie oscillante, au mieux de ses intérêts, en fonction des menaces du moment

4. Une constante dans la recherche de l'édification du Maghreb, même si les dernières années ont plutôt vu les différents pays faire cavalier seul que cause commune.

5. Une politique d'ouverture

Aussi bien sur certains aspects de sa politique intérieure, que sur certaines questions particulièrement sensibles (comme celle de la cause palestinienne), Bourguiba a toujours su donner à son discours un ton nouveau, original pour son époque. Considérant que son action trouve nombre de prolongements aujourd'hui, c'est finalement la victoire du réalisme de l'école bourguibienne sur l'émotionnel arabe.

BIBLIOGRAPHIE

Cas général :

Paul BALTA, Le grand Maghreb – des dépendances à l’an 2000, Coll. La découverte / Essais

Tahar BELKHODJA, Les trois décennies Bourguiba, Ed. Arcanteres Publisud

Sophie BESSIS et Souhayr BELHASSEN, Bourguiba, Coll. Destins

Marc BONNEFOUS, Le Maghreb : repères et rappels, La documentation française

Michel CAMAU, Tunisie au présent, Ed. du CNRS

Nicole GRIMAUD, La Tunisie à la recherche de sa sécurité, PUF / perspectives internationales

Albert Hourani, Histoire des peuples arabes, Points

Benjamin STORA – Akram ELLYAS, Les cent portes du Maghreb, Ed. de l’atelier

Mohsen TOUMI, La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali, PUF / Politique d’aujourd’hui

Nicolas Beau et Jean-Pierre TUQUOI, Notre ami Ben Ali – l’envers du miracle tunisien, Ed. La découverte

Ouvrages collectifs :

Méditerranée occidentale – Sécurité et coopération, sous la direction de Marie-Lucy DUMAS
Coll. La documentation française

Articles et contributions :

Alain DENOEU, La Tunisie de Ben ALI et ses paradoxes, Maghreb n°166

François GAULME, Visite d'Etat en Tunisie du président CHIRAC : un net rapprochement,
Marchés tropicaux méditerranéens n°2605

Nicole GRIMAUD, La spécificité tunisienne en question, Revue de politique étrangère n°2/95

Dossier Tunisie, Les cahiers de l'Orient n°38

1897 – 1997 : la décennie Ben ALI – Tunisie un bilan, Les cahiers de l'Orient n°46

Habib BOURGUIBA créateur de la Tunisie moderne, Marchés tropicaux et méditerranéens
n°2193

Le traité instituant l'Union arabo –africaine – traité de fraternité entre l'Algérie et la Tunisie,
Maghreb n°106

Libye et Maghreb arabe, Revue de Défense nationale n°11/1989

LES RELATIONS EXTERIEURES DE LA TUNISIE

Table des matières

	Page
INTRODUCTION	6
1. Généralités	6
2. Démarche adoptée : constantes et conflictualité	7
3. Principaux thèmes abordés	8
3.1. Présentation de la Tunisie	8
3.2. Les années Bourguiba	9
3.3. Les relations avec l'ancienne puissance coloniale	9
3.4. Les relations tuniso-libyennes	10
3.5. Les relations avec les autres pays du Maghreb	10
3.6. La question d'Israël et le problème Palestinien	10
3.7. La montée de l'islamisme	11
3.8. La Tunisie aujourd'hui : bilan et perspectives	11
PREMIERE PARTIE : La Tunisie – Constantes d'hier à aujourd'hui	12
1. Introduction	12
2. Aperçu historique – De Carthage à l'indépendance	12
3. Panorama macro-économique	15
4. Habib Bourguiba, l'homme de l'indépendance	16
4.1. L'homme, sa vie	16
4.2. Le combattant suprême	18
5. L'action extérieure tunisienne	20
SECONDE PARTIE : Le regard vers l'occident ²¹	
1. Introduction	21
2. Les relations avec la France : de l'orage au beau temps	22
2.1. Le bilan à l'aube du XXI ^e siècle	22

2.2 Les origines des tensions	22
2.3. Rappels historiques	23
2.4. La continuité à l'aube du XXI ^e siècle	26
3. Le mirage américain	27
3.1. La vision de Bourguiba	27
3.2. L'appel de l'Ouest et le réalisme dicté par les faits	28
3.3. Le parapluie américain quand même	29
3.4. L'Amérique reste l'Amérique	31
TROISIEME PARTIE : La problématique maghrébine	33
1. Introduction	33
2. L'approche maghrébine : le cas algérien	34
2.1. L'indépendance de l'Algérie	34
2.2 Le régime de croisière	35
2.3. Les facteurs 'crisogènes'	36
3. L'encombrant voisinage de la Libye	37
3.1. Introduction	37
3.2. Les années 70 : émergence d'un voisin déstabilisant	37
3.3. Les années 70 : les crises récurrentes	39
3.4. Conclusion	43
4. Le mirage de l'Union du Maghreb Arabe	44
4.1. Introduction	44
4.2. Les fondements	44
4.3. Les avatars de l'histoire	45
4.4. Les enseignements tirés	48
QUATRIEME PARTIE : La problématique arabe et la question israélienne	49
1. Introduction	49
2. Bourguiba, la Tunisie, l'OLP et Israël	50
2.1. La démarche originale de Bourguiba	50
2.2. La Tunisie : l'allié surprise de l'OLP	51
2.3. Le renouveau de l'ouverture ?	52
3. La question du fondamentalisme religieux	53
3.1. Remarque liminaire	53

3.2. Les origines	53
3.3. Les conséquences de la montée de l'intégrisme sur la politique extérieure	54
4. Les autres pays arabes	55
CINQUIEME PARTIE : La Tunisie aujourd'hui	57
1. Panorama de la Tunisie actuelle sur le plan extérieur	57
2. L'ancrage à l'Europe	58
3. Conclusion	59
ANNEXES	61